



JEAN-LUC MÉLENCHON

L'ère du peuple

fayard

Table of Contents

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[Table des matières](#)

[Pourquoi ce livre](#)

[Le goût du futur](#)

[La bifurcation](#)

[Place au peuple](#)

[Nouveaux repères](#)

[1. La gauche peut mourir](#)

[Solférinien](#)

[Normal](#)

[Fourbe](#)

[Servile](#)

[Ami de la finance](#)

[Voleur de mots](#)

[Glauque](#)

[Après la gauche, le peuple souverain](#)

2. La loi du nombre

Le nombre fait sa loi

L'expansion permanente

Le nombre nous pousse à la mer

Le saccage

Le nouveau géant français

La mer ignorée

3. L'ère de l'anthropocène

Irréversible

L'anthropocène

Climat et ordre politique

La dette urgente

La règle verte

Écologie républicaine

Le capitalisme vert ?

4. Le retournement du monde

Le coût du capital

Le nouvel âge du capitalisme

L'origine de l'oligarchie

La bulle

Le retournement du monde

Vivement la fin

L'empire agressif

Le choc des civilisations

Les USA annexent l'Europe

Des valeurs communes ?

L'universalisme contre l'empire

La nouvelle alliance altermondialiste

Un nouvel ordre légitime

Pour un protectionnisme solidaire

5. Le nouvel ordre du temps

Le temps comme enjeu

La propriété du temps

La planification écologique

La contraction du temps

La fin du passé

La transe du futur

Transmettre

Les bornes du temps

La fin de la mort ?

6. Homo urbanus

L'âge des réseaux

Qui paie commande ?

La cité sans fin

L'individu et le citoyen

Capitalisme en ville

7. Le peuple et sa révolution

Le nouvel âge des révolutions

L'avènement du peuple

La peur du peuple

Le nouveau peuple

Le front du peuple

Le salariat et le peuple

Le peuple et sa souveraineté

Peuple constituant ou rien

8. Rompre l'envoûtement

L'ordre globalitaire

Dressage social

Rompre l'envoûtement

Programmes obsolètes

La révolution citoyenne

Droit d'initiative populaire

L'écosocialisme

Jean-Luc Mélenchon

L'ère du peuple

Fayard

© Librairie Arthème Fayard,
2014.

Couverture : conception
graphique © Antoine du Payrat

Photographie : © Sandrine
Roudeix/Fayard

ISBN : 978-2-213-68769-8

DU MÊME AUTEUR

À la conquête du chaos : pour un nouveau réalisme en politique, Paris, Denoël, 1991.

Jusqu'à l'os : pour arrêter en politique la machine à se donner des claques, Paris, Régine Deforges, 1991.

La République sociale (collectif), Paris, L'Harmattan, 1992.

Rocard : le rendez-vous manqué, Paris, Ramsay, 1994.

Sept jours dans la vie d'Attika (collectif), Paris, Ramsay, 2000.

Le Nouvel Âge du capitalisme (collectif), Paris, L'Harmattan, 2000.

Le Manifeste pour une école globale, Paris, L'Harmattan, 2002.

Causes républicaines, Paris, Seuil, 2004.

En quête de gauche : après la défaite. Entretien avec Michel Soudais, Paris, Balland, 2007.

Laïcité. Réplique au discours de Nicolas Sarkozy, chanoine de Latran, Paris, Éditions Bruno Leprince, 2008.

L'Autre Gauche, Paris, Éditions Bruno Leprince, 2009.

Qu'ils s'en aillent tous ! Vite, la révolution citoyenne, Paris, Flammarion, 2010.

L'Europe austérité : le traité Merkozy (collectif), Paris, Éditions Bruno Leprince, 2012.

La Règle verte : pour l'éco-socialisme, Paris, Éditions Bruno Leprince, 2013.

« Le monde était si récent que beaucoup de choses n'avaient pas encore de nom et, pour les mentionner, il fallait les montrer du doigt. »

Gabriel García Márquez, Cent ans de solitude

Table des matières

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[Pourquoi ce livre](#)

[*Le goût du futur*](#)

[*La bifurcation*](#)

[*Place au peuple*](#)

[*Nouveaux repères*](#)

[1. La gauche peut mourir](#)

Solférinien

Normal

Fourbe

Servile

Ami de la finance

Voleur de mots

Glauque

Après la gauche, le peuple souverain

2. La loi du nombre

Le nombre fait sa loi

L'expansion permanente

Le nombre nous pousse à la mer

Le saccage

Le nouveau géant français

La mer ignorée

3. L'ère de l'anthropocène

Irréversible

L'anthropocène

Climat et ordre politique

La dette urgente

La règle verte

Écologie républicaine

Le capitalisme vert ?

4. Le retournement du monde

Le coût du capital

Le nouvel âge du capitalisme

L'origine de l'oligarchie

La bulle

Le retournement du monde

Vivement la fin

L'empire agressif

Le choc des civilisations

Les USA annexent l'Europe

Des valeurs communes ?

L'universalisme contre l'empire

La nouvelle alliance altermondialiste

Un nouvel ordre légitime

Pour un protectionnisme solidaire

5. Le nouvel ordre du temps

Le temps comme enjeu

La propriété du temps

La planification écologique

La contraction du temps

La fin du passé

La transe du futur

Transmettre

Les bornes du temps

La fin de la mort ?

6. Homo urbanus

L'âge des réseaux

Qui paie commande ?

La cité sans fin

L'individu et le citoyen

Capitalisme en ville

7. Le peuple et sa révolution

Le nouvel âge des révolutions

L'avènement du peuple

La peur du peuple

Le nouveau peuple

Le front du peuple

Le salariat et le peuple

Le peuple et sa souveraineté

Peuple constituant ou rien

8. Rompre l'envoûtement

L'ordre globalitaire

Dressage social

Rompre l'envoûtement

Programmes obsolètes

La révolution citoyenne

Droit d'initiative populaire

L'écosocialisme

POURQUOI CE LIVRE

Depuis un siècle, en France, aucun reniement à gauche n'égale celui de François Hollande en deux ans et demi. Comme beaucoup de gens je suis sidéré : je n'aurais jamais cru qu'il trahirait ses électeurs aussi vite, aussi grossièrement, aussi totalement. Dès lors, « la gauche et la droite, c'est pareil », disent amèrement ceux qui renoncent à faire la différence entre notre idéal et la supercherie qui gouverne en son nom.

Pendant ce temps l'orage gronde. Notre monde contient des risques inouïs. Le changement climatique est amorcé, l'âge du dollar roi et de la finance exubérante a généré une bulle financière qui va éclater,

l'empire nord-américain court à l'effondrement, l'humanité toujours plus nombreuse met sous tension toutes les ressources de la planète et continue son expansion en annexant la mer de la pire façon. Dès lors, quel crève-cœur de voir la France rabougrie !

À cette heure notre République devrait se dresser de toute la hauteur de son peuple sur la scène du monde. Elle ne devrait pas être enfermée dans la servile allégeance aux États-Unis d'Amérique et à leur dangereuse politique impériale. Elle ne devrait pas être cette pauvre chose ballottée par les événements, tenue en laisse par Mme Merkel. Elle ne devrait pas vivre dans la gêne et sous le fouet d'une poignée de déclinistes payés pour la démoraliser et la faire douter d'elle. Au contraire elle devrait marcher aux avant-postes du nouvel âge de l'humanité qui se dessine sous nos yeux, être

la cheville ouvrière d'une nouvelle alliance des peuples. Sinon, comment faire face à l'incroyable défi écologique et géopolitique qui menace d'anéantir la civilisation humaine ?

Le goût du futur

J'écris pour refuser l'asphyxie de la pensée progressiste dans le règne glauque de François Hollande et de sa bande de copains de promotion. Mais aussi pour ne pas étouffer dans la critique de leurs turpitudes. Et enfin pour ne pas laisser croire que notre avenir serait de revenir à la doctrine de je ne sais quel passé glorieux.

Je propose de ne pas en rester aux dénonciations. Pour respirer à pleins poumons, visons un point plus haut que l'horizon du présent démoralisant. Ainsi

faisaient nos anciens, pourtant lourdement cadenassés dans leur statut social et leur quotidien harassant. Ils regardaient plus haut et du coup ils voyaient plus loin. Le goût du futur, de ce petit matin du monde nouveau qu'on préparait, mettait la mesquinerie du présent à sa place et permettait d'y figurer jusque dans les mauvais jours le front haut et même le sourire aux lèvres. Reprenons leur fil. Hollande finira par partir. Certes ses dégâts sont déjà considérables et parfois irréversibles. Mais il aura quand même eu le mérite de soulever une nausée créatrice. Elle nous aura tous obligés à une autre façon de penser et d'agir.

La bifurcation

On nomme mal ce que nous vivons : pourquoi continuer à parler de « crise » comme on le fait depuis trente ans ? Les

mots ont un sens. Il n'y a pas de crise. Il y a un changement total de la trajectoire de l'histoire de l'humanité. Une véritable bifurcation. Les nouveautés les plus radicales de notre époque ont été bien décrites par les intellectuels de tous pays, mais elles ne sont pas prises en compte dans la sphère politique. Parfois elles sont ignorées. D'autres fois leur nouveauté fulgurante est méconnue. Et plus souvent encore leur conjonction n'est pas pensée. Je vois les mécanismes autodestructeurs de la société humaine qu'elles contiennent. La « grande régression » décrite par l'économiste Jacques Généreux est déjà très avancée. Je vois surtout l'aveuglement des élites dirigeantes, l'infinie cupidité des puissants, la perversité de l'égoïsme édicté en norme suprême dans tous les domaines, la folie du fanatisme religieux qui dilapide l'énergie de masses immenses. Pour autant

faut-il avoir le blues et se joindre aux dandys de la pleurnicherie ? Le pessimisme face au futur ne doit pas être un argument supplémentaire pour l'inaction dans le présent.

De toute façon, justement parce que nous sommes tous le dos au mur, je crois que l'imagination et le goût de vivre seront les plus forts à la fin. La même mécanique qui pourrait nous broyer porte des enchaînements tout aussi vigoureux qui poussent l'humanité à chercher une sortie par le haut. Il faut donc repérer les points d'appui pour rebondir le moment venu ! Les occasions viendront de porter plus loin que jamais notre projet dans l'histoire. La question posée n'est pas de savoir si nous allons y arriver, et encore moins d'espérer être félicités pour avoir eu raison avant tout le monde. Jusqu'à la victoire, il n'y a que des coups à prendre. Nous devons seulement

examiner si nous avons des raisons d'agir et des moyens d'avancer.

Place au peuple

Dans les tensions terribles que contient notre époque se niche la possibilité d'un rebond positif vers un tout autre futur. Les multitudes humaines le tenteront. Non pour des raisons idéologiques mais pour répondre à des problèmes concrets que la société actuelle est incapable de résoudre. Non à l'appel d'improbables prophètes inspirés, mais par des enchaînements d'événements souvent parfaitement fortuits. Je sais bien que l'énergie de masses immenses enfermées dans une impasse peut entraîner des éruptions du mauvais côté du volcan. C'est le cas en France avec la dynamique de l'extrême droite. Mais la mécanique qui mine l'ordre politique n'est pas liée aux

circonstances politiques de chaque pays. Les raisons qui mènent à son effondrement sont aussi globales que l'est notre monde actuel.

L'action sera menée au nom de l'intérêt général humain : ce sera le nouveau cri de ralliement. Le peuple va la mener et non une classe particulière dirigeant le reste de la population. Le peuple, à savoir les nuées humaines urbanisées qui forment l'essentiel de la population contemporaine. Le peuple, c'est-à-dire cette multitude quand elle devient citoyenne. À savoir quand les individus qui la composent prennent le pouvoir sur leurs conditions de vie. Et quand ils élisent une assemblée constituante pour instaurer les nouvelles règles de vie commune. Le peuple détrônant la petite oligarchie des riches, la caste dorée de politiciens qui sert ses intérêts et des médiocrates qui envoûtent les esprits. Il le

fera ! Non par jalousie ni par envie de bénéficier à son tour des consommations grotesques de la caste des ultrariches, mais pour vivre une vie décente et relever le défi du cataclysme qui s'avance sur la civilisation humaine. Dès lors le récit que je présente dans ces pages peut être considéré comme une théorie de la révolution citoyenne.

Nouveaux repères

En préparant ce livre, je savais que je ne voyais plus les faits et le monde comme autrefois, lorsque je partageais l'essentiel du message traditionnel de la gauche. Je me suis transformé par le travail que j'ai accompli à mesure que j'ai lu et voyagé, agi et appris dans toutes les tâches qui m'ont été confiées au fil de ces dernières années de ma vie tumultueuse de citoyen très engagé. Mon

évolution tient pour beaucoup à ma rencontre avec l'écologie politique (à ne pas confondre avec la firme qui truste le label) et aux brassages qu'elle a opérés dans ma compréhension de notre temps. Mais tout aussi certainement c'est l'œuvre du contact approfondi avec les récentes révolutions démocratiques de l'Amérique du Sud, du printemps « arabe » et des « marées citoyennes » d'Espagne.

L'effondrement du projet européen dans l'euro fort, les politiques d'austérité et le projet de grand marché commun avec les États-Unis d'Amérique m'ont mis au pied du mur : repenser le monde. Je me suis profondément réorienté sans abandonner un seul jour ni la lutte, ni ses fondements intellectuels en moi, ni le matérialisme historique dont je me suis toujours inspiré, ni le républicanisme qui m'anime, ni l'universalisme qui est ma religion humaine,

ni le refus de l'aberrant capitalisme contemporain. Bref, tout me paraît différent mais sans que j'aie perdu en route rien de ce que je crois essentiel depuis mes vingt ans, lorsque j'étais président du syndicat étudiant à Besançon, jusqu'aux épopées comme celle de 2012 où je fus le candidat commun de l'autre gauche à l'élection présidentielle française.

Ce livre met en scène mes points de repère nouveaux dans l'histoire humaine de notre temps. Souvent, je montre comment la pitoyable présidence actuelle a méconnu ses devoirs devant les faits essentiels. Et je formule des propositions à la hauteur des circonstances décrites.

Mon travail reprend nombre d'arguments et de points de vue collectés au fil de combats et de rencontres de toutes sortes. Pour concentrer ma démonstration,

j'ai dû faire des résumés parfois simplificateurs. Mais on n'attend pas d'un citoyen engagé comme moi qu'il rivalise avec les sociologues, les ethnologues, les démographes, les économistes et les philosophes, mais qu'il leur emprunte à bon escient des savoirs pour éclairer le chemin. Je m'y suis efforcé.

LA GAUCHE PEUT MOURIR

Voici la première donnée politique avec laquelle nous devons faire : il n'existe plus aucune force politique mondialisée face au parti invisible de la finance globalisée. Après la bruyante chute du mur de Berlin et du communisme d'État, la dissolution de la social-démocratie mondiale dans le libéralisme a été tout aussi radicale. En France, la nouvelle a tardé à être connue. À présent, avec François Hollande, nul ne l'ignore. Alors pourquoi avoir permis son élection ? En fait, nous avons moins voté Hollande que chassé Sarkozy. Nous voulions en finir avec sa politique. Et je ne voulais

pas donner le sentiment que je marchandais les quatre millions de voix rassemblées sur mon nom. Je n'en avais ni le droit ni l'envie. Je me suis donc prononcé sans arrangements ni contreparties. On me le reproche à présent. Je le comprends. Je croyais qu'il resterait quelque chose de sa dénonciation du pouvoir de la finance, de sa tranche d'impôt à 75 %, de sa promesse de renégocier le traité budgétaire européen. Et ainsi de suite.

Bref, je croyais qu'il resterait quelque chose de bon et que ce serait toujours ça de pris. C'était une erreur. Les Français n'ont eu droit à rien, pas même à la traditionnelle hausse du smic qui signale dans les foyers populaires le retour de la gauche au pouvoir. Rien ? Non : moins que rien. Car François Hollande a amplement et cruellement dépouillé les gens du commun de tout ce qui compte pour eux. Salaires, santé, retraites,

services publics, protections du droit du travail, organisation républicaine de l'État, indépendance nationale et combien d'autres choses essentielles ont été davantage dévastés par Hollande que par aucun de ses prédécesseurs de droite. C'est pire que Sarkozy, la honte en plus pour nous car nous l'avons élu. Pour autant, que pouvais-je faire d'autre le soir des résultats du premier tour ? Déjà la meute socialiste, loin de dire merci, sortait le fouet. « Comment ! vociféraient-ils. Il n'a même pas cité le nom de Hollande ! »

Solférinien

On devine ce qui se serait passé à cet instant-là si j'avais dit ce que je pensais de lui. Ce n'était pas difficile de le savoir. Je l'ai écrit en 2007 dans un livre d'entretiens avec Michel Soudais, journaliste à *Politis* : *En quête de gauche*. J'y montrais comment

la social-démocratie européenne tout entière s'était effondrée. Son programme historique a tourné court : comment faire un compromis dans chaque pays avec le capital quand celui-ci ne connaît plus ni frontière, ni État, ni cadre juridique contraignant ? La social-démocratie s'est vite convertie avec zèle à la politique libérale prescrite par le parti démocrate américain sous la houlette de Bill Clinton. Dans ce processus, François Hollande occupe dès 1983 une place bien à droite, à contresens de la tradition française du socialisme. Car le socialisme français a toujours été singulier en Europe par son programme et ses alliances, du fait de l'histoire révolutionnaire particulière qui fonde notre République.

D'ailleurs, en pleine hégémonie libérale, les trente-cinq heures sans perte de salaire et l'alliance avec les écologistes et les communistes du gouvernement Jospin étaient

uniques au monde. La fin de cette exception est l'œuvre de François Hollande. Onze ans de déliquescence idéologique méthodiquement organisée à la tête du Parti socialiste, deux ans et demi de gouvernement, ont définitivement tourné une page. Celle du Parti socialiste né en 1972, de l'alliance de toute la gauche et du mouvement social pour changer la vie. Il n'en reste que le sigle et l'adresse : rue de Solférino, terminus de la ligne socialiste. Je nomme donc « solfériniens » les liquidateurs de la vieille maison.

Normal

Dans l'Europe social-démocrate actuelle Hollande est enfin « normal ». C'est la génération des pépères syndics de faillite, des chefs mi-chair mi-poisson. Comme ce néant ambulante de Georges Papandréou, le

Premier ministre grec, qui capitule en deux heures devant la finance internationale et a vendu son pays aux banques. Comme l'Espagnol Zapatero, dit « Bambi » à cause de son regard vide et de son sourire niais, noir bureaucrate qui a laissé son pays s'effondrer plutôt que de contrarier la finance. Ou l'Allemand Sigmar Gabriel, avec son look de fête de la bière, bouffi de joie d'être un ministre important du gouvernement de Mme Merkel. J'arrête là l'énumération.

Ces « socialistes » gouvernent la moitié des pays de l'Union européenne avec leurs prétendus concurrents de la droite libérale. Ils se partagent sans honte les bonnes places au Parlement européen où ils votent ensemble les trois quarts des textes présentés par la Commission.

Fourbe

Leur programme est partout le même : liquidation générale. Symbole entre tous : l'âge de départ à la retraite. Il a été retardé dans toute l'Europe. Déjà Sarkozy l'avait repoussé à 62 ans en France. Hollande devait faire bien pire pour gagner ses galons. Il l'a reporté à 66 ans ! Tout en prétendant le contraire à la télévision française. Mais en s'en vantant auprès de la Commission européenne. Toute la duplicité et la fourberie du personnage se lit dans cet épisode. Ironie cruelle : 66 ans, c'est un an plus tard qu'au jour de la création avec Jean Jaurès des retraites ouvrières, il y a un siècle. Odieux !

Cette duplicité je l'ai vue de près. Je me souviens de son visage souriant quand je lui demande si je peux révéler à la presse, présente sur le perron à l'Élysée, l'accord qu'il vient de me donner : l'amnistie des

syndicalistes et militants associatifs condamnés pour leur action ! Elle ne coûte pas un euro au budget de l'État. Mais pour des milliers de personnes engagées c'est bien davantage qu'un symbole. C'est l'effacement d'un casier judiciaire, la réintégration dans l'emploi, c'est la reconnaissance d'un sacrifice fait pour les autres, c'est la réhabilitation morale. C'est aussi la revanche contre la bêtise qui fait condamner, par exemple, un syndicaliste pour violences parce qu'il est censé avoir blessé neuf CRS avec un œuf ! « Bien sûr, me dit le président, l'air suave, ça m'aidera ! » Sans doute savait-il déjà qu'il ne ferait rien. Ça devait l'amuser de me pousser à promettre et d'imaginer ma déconvenue. Comment pouvais-je penser qu'il jouerait aussi avec ça ?

Sous Sarkozy, on avait mille fois dénoncé la criminalisation de l'action associative et

syndicale. Tout au long de l'histoire de la gauche, ces femmes et hommes qui marchent devant quand commence une résistance, sont nos héros. Combien sont détruits psychologiquement et même physiquement par la violence du choc et des responsabilités qu'il faut prendre dans ces circonstances ? Frappés sans relâche par les médias qui ont tôt fait de flétrir l'homme et pire encore la femme de tête, il leur faut aussi porter l'angoisse de la famille, des collègues. Il leur faut surmonter les jalousies et les abandons. Ils s'ajoutent à la dureté de l'adversaire qui ne promet jamais des lendemains réconciliés. Dès lors comment, dans notre histoire politique, peut-on oublier la place symbolique suprême de cette petite cohorte humaine de têtes dures et les devoirs de piété qui s'imposent à son égard ? Nous leur devons tout. Ils auraient dû pouvoir rentrer à la maison et dans l'entreprise la

tête haute et jubilante avec le sourire apaisé de la revanche douce qu'eût été cette amnistie ! Comment un homme élu à gauche, qui détient un pouvoir si large, peut-il abandonner aussi lâchement ceux qu'il devrait reconforter par tous les moyens dont il dispose ? Pourquoi s'être amusé à créer une espérance seulement pour la décevoir ?

Comment pouvais-je soupçonner qu'un prétendu « social-démocrate » donnerait 40 milliards au CAC 40 sans demander la moindre contrepartie pour les salariés et qu'il diviserait à ce point le front syndical ? Comment prévoir qu'il n'augmenterait le smic que du montant d'un Carambar par jour, que le nombre de chômeurs battrait un nouveau record historique chaque mois. Et qu'il abandonnerait 9 millions de pauvres dont le sort s'est dégradé à cause de lui : en 2013, 454 sans-abri sont morts dont 15 enfants !

Servile

Comment prévoir son aptitude à nous humilier pareillement devant Mme Merkel quand il a renoncé à renégocier comme il l'avait promis le traité européen écrit par Sarkozy ! Et quelle honte d'avoir agité en guise de compensation un prétendu « plan de relance de l'économie européenne », qui fut la risée de toute l'Europe car elle comprit immédiatement quel faux-semblant c'était là ! Pouvais-je deviner qu'il serait capable de s'abaisser à dire : « La France est le bon élève de l'Europe » au moment même où il se soumettait aux diktats de la Commission européenne qui détruisent notre pays ? Comment a-t-il pu croire que la politique d'austérité ramènerait l'emploi quand tous les économistes de gauche dans le monde disaient qu'elle conduit au désastre ? Comment aurais-je pu imaginer que sa

première sortie internationale le verrait signer à Chicago la fin de la dissuasion nucléaire sans qu'il y ait eu une minute de débat sur le sujet en France ? Et sans qu'il en informe qui que ce soit ensuite. Car c'est ce qu'il a fait en donnant son accord pour le déploiement des batteries anti-missiles nord-américaines en Europe. La seule chose que déclara le petit monsieur joyeux fut : « Mes réserves ont été prises en compte ! » Les chefs gringos ont dû se plier de rire.

Comment aurais-je pu croire qu'il interdirait à Evo Morales, président de la Bolivie, le survol de la France sur la simple injonction d'un obscur permanencier de la CIA à Washington ? Comment pouvais-je supposer que le président de notre pays ne dirait rien, et ne ferait rien, après avoir été espionné par les États-Unis ainsi que plusieurs millions de Français et que toutes nos ambassades dans le monde ? Comment

pouvais-je deviner qu'il chanterait devant une caméra « Laisse-moi t'aimer » à M. Netanyahu, chef d'un gouvernement de coalition avec l'extrême droite en Israël ? Comment prévoir qu'il prendrait fait et cause pour ce gouvernement à l'heure des crimes de guerre contre la population de Gaza ? Comment aurais-je pu deviner qu'il était à ce point imbibé de servilité atlantiste ? Comment aurais-je pu imaginer que « Monsieur Petite Blague » abandonnerait la sidérurgie, Alstom, l'industrie aéronautique d'EADS, la chimie pharmaceutique, le câble sous-marin pour Internet et 27 000 brevets de téléphonie à Goldman Sachs ? Et même qu'il partagerait les chars Leclerc avec une famille de capitalistes allemands ? Comment anticiper qu'il méconnaîtrait à ce point quels sont les points de passage stratégiques entre l'industrie et le savoir-faire de pointe de

notre pays ?

Ami de la finance

On avait bien vu comment il avait maquillé son programme présidentiel, chemin faisant, pour détourner à son profit l'enthousiasme et l'énergie du discours que portait notre campagne dans cette élection. Car de places en places publiques ma candidature rassemblait des foules considérables. Son élan contagieux inquiétait l'équipe de manœuvriers autour de Hollande. La drogue du « vote utile » devait être absorbée. Il l'injectait en nous singeant : « Mon ennemi, c'est la finance ! » Qu'il ait eu l'intention de faire, à ce point, exactement le contraire, pouvait-on le penser ? Comment deviner que l'impôt à 75 % deviendrait une taxe payable par l'entreprise pendant deux ans ? Qu'il s'entourerait de banquiers

comme proches conseillers à l'Élysée et en nommerait un au ministère de l'Économie ? Ou que son gouvernement serait le plus actif opposant en Europe à la taxe sur les transactions financières ? Comment prévoir qu'il refuserait la séparation des activités de dépôt et de spéculation dans les banques, les encourageant ainsi à jouer avec l'argent des déposants ? Comment supposer que son ministre des Finances déclarerait la France amie de la « bonne finance » ? Et que le Premier ministre confondrait volontairement entreprises et actionnaires pour se faire acclamer par le MEDEF ? Quelle tartuferie, grossière et impudente !

Voleur de mots

Ainsi commença une ère spéciale. Non plus celle de l'abus de langage traditionnel chez tant de politiciens. Mais l'ère du vol

des mots. Les mots furent confisqués et mis sur des objets sans rapport avec eux. Sans les mots pour parler des réalités qui nous intéressent, comment penser correctement ? Et même comment penser tout simplement ? Si l'on croit que « pomme » désigne un avion, comment échanger des avis sur le cidre ? Si l'on croit que la politique de coupes budgétaires est une politique de relance de l'activité, ou que le « ralentissement de l'accélération de la croissance du chômage » est le retour au plein emploi ? Si l'on croit que la politique de l'offre, c'est-à-dire produire n'importe quoi n'importe comment au moindre prix salarial, est une politique de gauche, alors qu'est-ce qu'une politique de droite ? Si l'on dit que Manuel Valls est un Premier ministre de gauche quand il applique une mesure puisée au programme de Mme Le Pen ou à celui de M. Sarkozy, alors un chat est un

chien et rien ne veut plus rien dire.

Dans ces conditions, la pensée politique est réservée à la petite catégorie de ceux qui arrivent à démêler les mots et les choses mal assemblés. Les autres jettent l'éponge. Mais l'instinct reste bon : « La gauche et la droite c'est tout pareil », dit-on de tous côtés. Comment le démentir ? Mais aussi comment cacher la blessure que ces mots provoquent pour tous ceux qui sont de gauche « de toute la vie », payant cher pour ça parfois ? Comment dire la rage de ceux qui se voient assimilés de force avec la hideuse contrefaçon qui est au pouvoir ?

Glauque

Cette confusion mortifie ceux qui en devinent le dessein. François Hollande est à lui-même son propre horizon. Il aspire donc

à une prochaine présidentielle faite à sa main. C'est-à-dire à un deuxième tour contre Le Pen dont il pense sortir vainqueur automatiquement. Un projet aussi glauque que dangereux !

Mais quel bon tour ce serait après toutes les autres mystifications dont son parcours politique est fait ! Il y faut un soin de dentelier ! D'abord un bon réseau de malins qui comprenne l'importance de dédiaboliser Mme Le Pen pour lui permettre de vampiriser la droite classique. Puis les mêmes pour diaboliser sans trêve ni pause tout ce qui pourrait surgir sur sa gauche.

Tout cela a magnifiquement fonctionné jusqu'à présent. Il espère atteindre son but : nous traîner derrière son char triomphal par les chaînes du « vote utile » et la peur du yéti d'extrême droite de la politique française. Gageons que notre humiliation ne

sera pas la moindre de ses satisfactions perverses.

Mais le projet pourrait tourner court. Les sondeurs annoncent pour 2017 un deuxième tour Le Pen-Sarkozy. Voilà le feuilleton qui nous attend. La pente est prise. Le peuple a déjà laissé gagner une fois l'extrême droite aux européennes sans même qu'elle ait mobilisé tout son électorat de 2012. En face, Hollande a méthodiquement divisé toutes nos forces. Les syndicats, la gauche, le PS, sa majorité parlementaire et même son gouvernement. Économie, politique étrangère, démocratie : des mois après que nous avons sonné l'alarme, les faits nous donnent raison en tous points. Un incroyable fossoyeur est à l'œuvre.

Sa pratique de la monarchie présidentielle a conduit la 5^e République aux limites de toutes ses tares technocratiques et autoritaires. Jusqu'au point d'ouvrir une

crise de régime larvée. Ainsi quand il distribue des sommes colossales d'argent public aux actionnaires des sociétés privées sans exiger aucune contrepartie d'intérêt général ni exercer aucun contrôle de leur usage. Car, aux parlementaires qui s'y opposent, il réplique par une menace de dissolution de l'Assemblée, désastreuse pour eux du fait même de sa propre impopularité ! Parfois, la désinvolture que lui donne le sentiment de toute puissance coupe le souffle. Ainsi quand il veut défaire par ordonnances des lois votées par sa propre majorité au Parlement. Ou quand il charcute l'organisation républicaine du territoire sans consulter personne et modifie sa propre réforme sur le sujet, avant même qu'elle ne soit appliquée. Ou quand il change, au gré des complots dans son parti, la date des élections. Bref, l'impunité des foudres du président le pousse à l'abus de

pouvoir permanent. En face, une société plus éduquée et qualifiée que jamais ne cache plus son dégoût et s'abstient massivement aux élections. J'ai nommé 6^e République le régime à faire naître pour rendre le pouvoir aux citoyens. De son côté, l'extrême droite a bien vu les opportunités autoritaires du système actuel. Marine Le Pen appelle donc à « revenir à la 5^e République ». La refondation du système politique et des institutions qui l'organisent est devenue le point clef des problèmes de notre pays. C'est conforme à son histoire. Et au moment politique que je vais décrire dans ce livre.

Si la candidature de l'autre gauche n'est pas qualifiée pour le deuxième tour en 2017, l'avenir de l'idéal que contenait le mot « gauche » depuis un siècle et demi sera réduit aux ruines que Hollande et Valls

auront laissées. Au pire moment, dans les pires conditions. Car une tempête s'avance sur la France.

Après la gauche, le peuple souverain

« La gauche peut mourir », a déclaré le cynique Manuel Valls. Il y travaille chaque jour. Intellectuellement la « gauche » officielle est en coma dépassé. Aucune des réalités du monde qui s'avance n'a de place dans ses raisonnements ni dans ses projets, en supposant qu'elle en ait. Mais surtout elle est déjà morte dans des milliers de cœurs. Le mal est bien avancé.

Il ne sera pas réparé avec de savantes explications pour discerner la vraie gauche de la fausse. Je me souviens de la réplique d'un ami, alors président du Sénat bolivien, au début de la présidence d'Evo Morales,

quand je lui demandai pourquoi leur nouvelle majorité ne se disait pas « de gauche ». Il me répondit sèchement : « La gauche, je sais ce que c'est ! J'ai été torturé pour en être militant. Mais à présent si tu parles de la gauche, on te tourne le dos ; car pour les pauvres et les Indiens, la gauche et la droite ce sont les mêmes corrompus et les mêmes assassins. – Alors comment vous définissez-vous ? demandai-je. – Nous disons : nous sommes du peuple », a-t-il conclu.

La grande révolution de 1789 ne disait pas autre chose d'elle-même par la bouche de Maximilien Robespierre : « Je suis du peuple. Je ne veux être que cela et je méprise ceux qui voudraient être quelque chose de plus. » On sait ce que coûte dorénavant une telle affirmation : être aussitôt rangé dans la catégorie fourre-tout des « populistes ». Un aboiement censé

fonctionner comme un rayon paralysant. J'en tire une leçon, celle des révoltés des marées citoyennes en Espagne : « Le système n'a pas peur de la gauche, il a peur du peuple ! » Et je veux montrer dans ce livre combien c'est davantage qu'un slogan.

LA LOI DU NOMBRE

Le plus grand bouleversement qui se soit produit dans notre monde vient de l'accroissement du nombre des êtres humains qui le peuplent. Il y avait 2,5 milliards d'habitants au milieu du xx^e siècle, quand je suis né. Depuis la fin de 2011, nous sommes 7 milliards. Ainsi il aura fallu deux cent mille ans depuis notre premier ancêtre pour atteindre en 1920 le premier milliard de personnes. Et seulement cinq ans, entre 2009 et 2014, pour qu'une quantité égale s'ajoute aux 6 milliards déjà présents. Lesquels étaient déjà eux-mêmes

nés en moins de cent ans !

C'est cependant le fait le moins pris en compte et le moins discuté dans l'espace politique. Pourtant, selon moi, toute la dynamique des sociétés humaines dépend directement de cette donnée : le nombre. Le nombre porte en lui une dynamique imparable. Croître, c'est se multiplier encore davantage. Il faut alors satisfaire des besoins sans cesse croissants. Donc trouver les techniques et les matières premières qui rendent cela possible.

De fait, chaque doublement de la population mondiale a engendré un changement radical de la condition humaine elle-même. Ce fut le cas avec le passage de la cueillette à l'agriculture, des outils de pierre à ceux en métal, de la chasse à l'élevage et combien d'autres choses de cette importance irréversible. En toute

hypothèse, l'explosion actuelle du nombre des êtres humains en moins d'un siècle produit une pression sur l'écosystème et sur les rapports de force entre groupes humains sans équivalent dans les âges passés. Le nombre des êtres humains n'est pas seulement une quantité ! C'est un facteur décisif de leur vie commune. Et aussi de la perception qu'ils ont d'eux-mêmes. En ce sens, l'histoire humaine est d'abord celle du nombre des individus qui la composent.

Le nombre fait sa loi

Changer notre regard sur le monde commence par accepter de voir ce nombre et ses pulsations comme le sujet de l'histoire et non comme un vague décor sans rapport avec la pièce qui se joue au premier plan sous les spots médiatiques. Ainsi quand un tremblement de terre s'annonce en Afrique

où auront lieu presque une naissance sur deux dans les quatre décennies qui viennent. C'était le « continent vide » des années 1950.

Autre exemple. En Europe. Récemment la réunification de l'Allemagne en 1990 lui a donné la première population. Sa prééminence s'exerce au profit de cette part de la population nantie mais vieillissante : c'est la clientèle essentielle du parti de Mme Merkel. Largement affiliée aux régimes de retraite par capitalisation, elle impose la préférence pour la rémunération des actions plutôt que celle des salariés, et pour un euro fort garantissant son pouvoir d'achat. Mais la démographie allemande est déclinante. D'ici peu les Français seront les plus nombreux. Une force. D'ores et déjà ils sont plus jeunes et nantis d'enfants nombreux. Chaque année arrivent sur le « marché du travail » 750 000 jeunes en France contre

280 000 en Allemagne. Dès lors, tandis que les uns devront accompagner l'inactivité et les dépendances, les autres auront davantage besoin d'investissements pour accueillir les nouveaux arrivants et bénéficier de leur énergie au travail.

Deux logiques économique et financière opposées, liées au nombre et à ses états. Les exigences contradictoires de ces populations sont vouées à s'opposer. La servilité de François Hollande face à Mme Merkel, qui lui impose une politique de l'euro fort et de restriction de la dépense publique, n'empêchera pas l'heure de vérité d'arriver. La loi du nombre fera son œuvre. Dans l'immédiat c'est à l'échelle mondiale que la tension s'observe.

L'expansion permanente

Du fait de leur nombre et des besoins grandissants qui en résultent, les groupes humains se sont répandus pour occuper tout l'espace qui leur devenait nécessaire. D'abord sans rencontrer personne, ensuite en se heurtant à d'autres groupes plus ou moins bienveillants. Ainsi dans les fourgons du nombre et de ses besoins croissants avancent les migrations, les invasions, les guerres de conquête, les empires et aussi les révolutions.

Il en va de même aujourd'hui. L'expansion humaine sous le fouet des besoins de survie continue. L'action politique de notre temps ne peut se penser en dehors de cette réalité. Aux conditions actuelles de production et de consommation il faudrait plusieurs planètes pour répondre aux besoins si tout le monde vivait comme nous. Toutes les ressources en matières premières sont sous tension. La rareté qui en résulte déchaîne les rivalités de

puissance, les spéculations et donc tous les imprévus dangereux qui en résultent. Exemple. Sécheresse ici, pluies excessives là, la spéculation sur les produits agricoles bat son plein. Alors éclatent de terribles émeutes de la faim qui déstabilisent d'immenses zones. L'Europe repue s'y intéresse. Il s'agit pour elle d'un business comme un autre. Rien de plus.

Nos élites libérales d'une région vivant en autosuffisance alimentaire y sont peu sensibles : le nouveau président de la Commission européenne a pu faire son discours d'intronisation devant le Parlement européen sans dire un mot de l'agriculture. L'exemple crucial de l'alimentation se vérifie pour toutes les matières premières. La carte des guerres en cours est aussi celle des gisements de matériaux rares, de pétrole et de gaz. Le nombre et la raréfaction des

ressources constituent la dynamique permanente de l'histoire. Ainsi, le nombre contraint à faire de la politique.

Le nombre nous pousse à la mer

L'expansion humaine a fini d'occuper l'essentiel de la surface disponible sur la terre ferme. Le productivisme agricole épuise des espaces croissants, aggravant la pression. Où alors se répandre, où aller chercher les ressources qui manquent ?

Un immense territoire inoccupé est disponible. Il contient 85 % des réserves d'hydrocarbures et des ressources minières. C'est la mer. L'espace le plus vaste de notre planète. Il couvre 70 % de la surface du globe. Mais il est moins connu que le paysage de la Lune. La mer est vraiment la nouvelle frontière de l'humanité : plus de la

moitié de la population mondiale vit à moins de 100 kilomètres d'une côte. Quoi qu'il en soit, l'entrée en mer de l'humanité a commencé. Sans débat, sans plan, sans précaution.

Elle a été engagée sur le mode néolibéral productiviste qui domine notre temps. C'est-à-dire que la cupidité commande. Le pillage est déjà largement engagé. Ainsi quand deux poissons sur trois mangés en Europe viennent des réserves halieutiques des pays pauvres que l'Union européenne capte au détriment des populations locales.

On constate la prolifération des plateformes pétrolières et gazières off-shore. Des projets de plus en plus irresponsables sont annoncés. Comme par exemple ce projet de forage à 3 000 mètres de fond, en face du cap Horn, la zone marine la plus tourmentée du monde ! Ou celui au large des côtes de la Guyane française.

Le saccage

Mais il y a aussi le résultat des pratiques à terre. Le pire est déjà là. Ainsi cette immense zone morte de 22 000 kilomètres carrés au large du golfe du Mexique. Un espace équivalant à la surface de la Lorraine ! La vie marine y a totalement disparu faute d'oxygène, à cause des pollutions d'origine agricole ruisselant dans le golfe. En France, sans même parler des algues vertes qui pourrissent les côtes ouest chaque année plus largement, on peut citer l'usine de bauxite de Gardanne, qui remplit une vallée sous-marine de boues rouges. L'explosion du trafic maritime a aussi un coût. Celui des innombrables dégazages sauvages. Ou celui des naufrages volontaires des vieilles carcasses, pour ne citer que cela.

La haute mer n'est pas épargnée, comme

l'atteste l'apparition de ce septième continent fait de milliards de déchets plastiques flottants empilés sur plus de 20 mètres. De fait, un bouleversement sans précédent a commencé dans les rapports de l'espèce humaine avec la mer. En voici un exemple saisissant. Il concerne la place de la pisciculture.

Certes, c'est souvent une abomination pire que celle des élevages hors sol à terre. Pour autant, pour la première fois de l'histoire, en 2013, les quantités de poissons produits par l'aquaculture ont égalé les quantités de poissons pêchés ! Le temps de la « cueillette » en mer est donc en train d'être dépassé. Exactement comme les produits de l'élevage ont remplacé ceux de la chasse il y a près de dix mille ans. Pourtant l'événement est passé inaperçu.

Au reste la lutte pour l'appropriation de l'espace maritime fait déjà rage. Dans

chaque pays, banalement, ce sont les conflits d'usage entre pêcheurs et plaisanciers, entre implantation d'éoliennes et zones de pêche, et ainsi de suite. Mais c'est autrement plus rude entre les nations. Des îlots hier ignorés deviennent désormais, du fait de leur sous-sol maritime prometteur, des enjeux pour lesquels on déploie avions et navires de guerre.

Quel que soit le point d'entrée de la réflexion sur les changements du monde, la mer se place au cœur des enjeux planétaires. Dès lors chaque pays doit considérer avec soin sa situation face à l'espace maritime. Aucune politique de long terme n'a de sens si elle ne commence par là. La géographie commande la politique depuis les premiers pas d'un être humain armé. C'est-à-dire depuis toujours. Quelqu'un peut-il en prévenir François Hollande ? La France est

concernée au plus haut point.

Le nouveau géant français

Pour le service hydrographique et océanographique de la Marine, notre pays compte 18 000 km de côtes. Et avec 11 millions de kilomètres carrés, il dispose du deuxième territoire maritime du monde, juste derrière les États-Unis d'Amérique ! Cet espace représente plus de 16 fois notre territoire terrestre. La France continentale étale mille kilomètres de côtes. Mais 97 % du territoire maritime se situe dans les pays d'outre-mer si souvent regardés de haut ou délaissés par d'ignorants prétentieux.

Je suis consterné par l'indifférence qui règne face au potentiel que cette situation contient. La France a le quarante et unième

territoire terrestre du monde. Mais en l'additionnant à son espace maritime, notre pays est un géant. Le sixième du monde, juste derrière le Brésil mais devant la Chine ou l'Inde ! Ce territoire s'est encore accru de 10 % dans les années 2000 sans tirer un coup de fusil. Cela parce que notre pays a pu remettre à temps à l'ONU les preuves scientifiques de la continuité physique des nouveaux territoires maritimes connus avec ceux déjà attribués aux Français !

Dès lors, sur cette nouvelle mappemonde, la France n'est pas la petite nation « occidentale » qu'a fait d'elle François Hollande en s'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain. C'est une puissance à vocation universaliste, présente sur les cinq continents dans leur contexte maritime. Mais la présidence actuelle ne connaît rien au sujet et ne s'y intéresse pas.

La mer ignorée

Les exemples de ce rabougrissement sont malheureusement nombreux. Le président de la République ne s'est jamais exprimé sur le sujet. Il n'y avait pas une ligne sur la mer dans le rapport de Louis Gallois sur la fameuse compétitivité du pays. Un comble ! Il n'y avait pas non plus une ligne dans le Pacte de compétitivité que le gouvernement Ayrault a présenté dans la foulée ! Quant aux 34 « plans filières » de la « Nouvelle France industrielle » présentés par Arnaud Montebourg, ce n'est guère mieux. Tout juste une trace : dix mots sur les énergies marines, noyés dans l'ensemble du plan sur les énergies renouvelables. Un seul des 34 plans concerne spécifiquement la mer : la filière de construction des « navires écologiques ». Mais, même là, l'inaction est de mise.

On l'a bien vu avec l'absence de réaction

gouvernementale au départ de l'actionnaire coréen des chantiers navals de Saint-Nazaire. L'État y est déjà actionnaire à hauteur de 34 %. Le départ du Coréen pourrait être l'occasion de retrouver une participation majoritairement publique et nationale dans ce groupe. Ce serait un bon outil pour engager la conversion de la filière, pour construire mieux et déconstruire proprement les navires. Mais le gouvernement laisse faire : 120 navires de guerre à démanteler, 5 000 bateaux de pêche, 20 000 bateaux de plaisance en fin de vie chaque année, sont ainsi ignorés.

Le cas Alstom aussi est emblématique de ce laisser-faire contraire à l'intérêt national maritime. Alstom est un pionnier des hydroliennes et des éoliennes off-shore. L'entreprise a même remporté l'appel d'offres pour l'implantation du premier champ d'hydroliennes au large des États-

Unis.

À cette démission s'ajoutent des économies mutilantes. Car la politique d'austérité frappe durement le secteur. Le budget de l'État pour la mer a été réduit de 5 % en 2013 puis de 2 % supplémentaires en 2014. Et ce n'est pas fini : le plan de 50 milliards d'euros d'austérité prévu pour la période 2015-2017 va encore faire mal. On ne saurait passer plus lamentablement à côté de l'essentiel.

Le manque de culture historique, l'absence d'ambition pour la France, le « j'e-m'en-foutisme » pour le long terme, la sécheresse culturelle de dirigeants nourris au biberon de la pensée libérale la plus étroitement comptable, la fascination pour le pouvoir de l'argent, font leur œuvre. Y sommes-nous condamnés ? Seulement si nous laissons faire.

L'ÈRE DE L'ANTHROPOCÈNE

On peut discuter du fait que le nombre d'îles en mer à cause de l'inexorable expansion humaine, comme je l'affirme. Mais on ne peut douter que la mer vienne à la rencontre des êtres humains. Voici pourquoi. Avant la fin du siècle, 75 % de la population mondiale vivra à moins de 100 kilomètres d'un rivage. De son côté la mer monte. Pourtant son niveau est resté quasi stable pendant plus de trois mille ans : elle montait de 0,1 millimètre par an.

Depuis 1900, ça va nettement plus vite : 17 centimètres de plus au cours du

XX^e siècle ! L'eau devrait encore monter de 50 centimètres d'ici à 2050 et de 1,40 mètre d'ici à 2100 ! Une fois de plus, l'événement, c'est la rapidité du changement. Conséquence : plus de 200 millions de personnes à déplacer. Soit trois fois la population de la France ! Il va falloir quand même s'y intéresser.

Huit des dix plus grandes villes du monde sont situées sur les littoraux. C'est déjà un risque majeur. L'ampleur de la catastrophe de Fukushima ne provient pas du tremblement de terre sous-marin. Il y en a toujours eu. Et des tsunamis aussi. Mais avant ils détruisaient des cabanes de pêcheurs. Dorénavant ils dévastent des centrales nucléaires qui les ont remplacées sur le rivage. En France, la tempête de 1999 a déjà failli noyer la centrale nucléaire du Blayais, installée à 50 kilomètres à peine du centre-ville de Bordeaux, sur l'estuaire de la

Gironde. En 2010, en Vendée, on a vu aussi la mer recouvrir une zone habitée.

On pourrait aussi se demander quelles seraient les conséquences d'un ouragan comme celui qui a dévasté la Louisiane en 2005 s'il touchait par exemple New York et Wall Street ? Quelle solution ? S'en remettre à la main invisible du marché ? à la dynamique des entreprises de déménagement ? Sur la côte ouest de l'Inde, à Surate, où 4,5 millions d'habitants sont harcelés par les inondations, les services municipaux identifient tous ceux qui ne savent pas nager dans chaque quartier. Est-ce là l'unique solution possible ?

Irréversible

Si la mer monte, c'est parce que la glace

fond. On sait pourquoi. La température globale de notre planète augmentera encore de 2 à 4 °C d'ici à un siècle. Ce n'est pas une bonne nouvelle, n'en déplaise aux frileux.

Le phénomène est dû aux émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Elles ont atteint un record historique en 2012 à plus de 35 milliards de tonnes. On ne peut plus inverser le processus en cours ni bien sûr revenir en arrière. Pour le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le seul objectif encore à notre portée est d'en limiter l'ampleur et les effets. Le changement climatique a donc commencé. C'est une bifurcation fondamentale de l'histoire humaine puisqu'elle implique l'ensemble de l'écosystème qui rend possible la vie de notre espèce.

Il faudrait se hâter. Car l'atmosphère de la

planète a passé au mois d'avril 2014 un cap géologiquement historique. Elle a connu durant un mois, pour la première fois depuis trois millions d'années, une concentration de gaz carbonique supérieure à 400 particules par million. À Paris nous avons connu 45 jours d'alerte atmosphérique en 2013. Les règlements européens n'en autorisent que 35. L'amplification de l'effet de serre est donc certaine. Son évolution ne sera pas linéaire.

Certes le changement climatique est actuellement progressif. Mais il produit des conséquences qui ne le sont pas. Par exemple, un écart de température ou de trajectoires des grands courants marins ne produit pas une variation proportionnelle des changements dans la pluviométrie des régions concernées.

Autre exemple : le réchauffement progressif qui fait fondre le pôle augmente la

masse de liquide qui pèse sur le fond des océans. Alors s'accélère la remontée en surface de la glace du fond des abysses et celle-ci libère des masses de gaz méthane considérables. Même mécanisme avec la fonte du permafrost en Sibérie. La masse de gaz méthane ainsi libérée contribue à une aggravation de l'effet de serre sans commune mesure avec l'évolution, même lente, du degré de réchauffement qui le provoque.

L'anthropocène

Le changement climatique a au moins deux conséquences globales. D'abord sur la biodiversité. Cela concerne le nombre et la variété des espèces qui vont s'éteindre de ce fait. Comme cela s'ajoute souvent à d'autres activités humaines destructrices, c'est un phénomène de grande ampleur dont il est question. On peut le comparer aux

précédents épisodes d'extinction dans le temps profond quand 95 % du vivant a déjà été exterminé. L'inventaire de la biosphère sous autorité française ferait bien de commencer.

Ensuite le changement climatique déclenche ici des sécheresses sans fin et là des pluies incessantes. La pluie ? On en parle peu. Le réchauffement par effet de serre sur une planète pour l'essentiel couverte d'eau, c'est beaucoup d'évaporation à la clef. Et par conséquent beaucoup d'eau qui doit retomber ensuite du ciel. Un degré de réchauffement, c'est 7 % supplémentaires d'eau qui s'évapore. Les irresponsables qui gouvernent le monde peuvent dire « après nous le déluge » parce que c'est bien ce qui va se passer.

Après quoi, aussi incroyable que cela paraisse, le tout pourrait se conclure dans

une nouvelle ère glaciaire globale. La forme même de la planète, de ses roches et de la vie qu'elle porte est en train de changer. Ce n'est pas la première fois que l'activité humaine se marque dans la chair de la nature : on trouve des traces des fumées de la Rome antique dans la glace du pôle Nord. Mais ici c'est le grand nombre qui est en action. Son activité est bien le point de départ d'une bifurcation majeure dont le changement climatique est le résultat le plus visible. Des scientifiques ont trouvé un nom efficace pour la désigner : l'anthropocène, l'ère des humains. Les conséquences de cette bifurcation ne seront pas seulement climatiques. Elles seront évidemment sociales et géopolitiques. Elles ont commencé. A-t-on vu François Hollande s'en soucier ou même l'évoquer ? Non, jamais.

Climat et ordre politique

Les exilés du changement climatique commencent seulement à faire parler d'eux. Le GIEC écrit que le changement climatique « peut indirectement augmenter les risques de conflits violents comme les guerres civiles ou les affrontements intergroupes, en amplifiant des déterminants de ces conflits comme la pauvreté ».

Des calculs ont été faits pour mieux cerner ce phénomène. 40 % des terres seraient menacées de désertification. Deux milliards d'habitants seraient touchés. Les rendements de toutes les cultures reculeraient de 2 % par décennie, en dépit des progrès techniques qui interviendront. Pourtant il faudrait les augmenter de 14 % tous les dix ans pour faire face à la demande alimentaire mondiale.

Voilà qui contient une série de

conséquences géopolitiques qui surplombent toute la réalité politique. Elles lui donnent déjà un peu de son rythme quand se déroulent les premières migrations massives des réfugiés du changement climatique, qu'ils viennent de terres englouties ou de zones où sévissent de grands épisodes de sécheresse. 80 % de ces migrations se font entre pays du Sud. Elles ignorent les frontières et les alliances interétatiques régionales, et déséquilibrent socialement et politiquement toutes les sociétés qu'elles touchent.

D'autres impacts géopolitiques du changement climatique portent en eux une violence bien plus considérable encore. Ainsi quand le réchauffement climatique et la fonte des glaces de l'Arctique aiguissent les appétits des riverains. Car les zones libérées des glaces ne sont pas toutes

cartographiées. Où passe la frontière entre la Russie et le Canada ? À qui appartiennent ce sol et ce sous-sol marin ? La fonte des glaces ouvre les routes maritimes passant par le pôle Nord ? S'il est possible d'éviter les canaux de Suez et de Panama, pourquoi limiter la taille des navires ? Quels ports pourront accueillir alors les nouveaux gabarits monstrueux désormais possibles ? La carte de la puissance économique en sera bouleversée.

À l'échelle planétaire, que de questions de cette sorte se posent ! Combien de temps tiendra l'interdiction de prospecter l'Antarctique ? Et le statut de « choses sans propriétaire » des abysses sous la haute mer ? Par ces exemples, on voit se dessiner l'enchaînement des bouleversements politiques que contiennent les degrés de la température du globe. Évidemment, si le changement se produit par paliers plus

soudains et violents, toutes ces questions seront emportées en même temps que la civilisation humaine qui les pose.

La dette urgente

Dans la mesure où les processus qui l'alimentent ne sont pas progressifs, l'effet catastrophique du changement climatique n'est ni prévisible ni mesurable à l'avance. La seule certitude est qu'il est commencé et qu'il va être considérable. Au point de pouvoir tout bloquer, tout détruire. Les chercheurs de la NASA ont déposé à ce sujet des conclusions très tranchées. Selon eux notre civilisation est menacée de ce qu'ils nomment un « écroulement ».

La NASA rappelle d'abord que « la rareté des ressources provoquée par la pression exercée sur l'écologie, et la stratification

économique entre riches et pauvres ont toujours joué un rôle central dans le processus d'effondrement » des civilisations. Plutôt que de s'affoler il vaut mieux traiter le problème. Car, affirment ces chercheurs, « l'écroulement ne peut être évité et la population ne peut atteindre l'équilibre que si le taux d'épuisement de la nature est réduit à un niveau durable et si les ressources sont distribuées de façon raisonnablement équitable ». Nous sommes bien d'accord : le processus doit être attaqué en allant à sa racine. On sait par où commencer.

Chaque année, l'activité humaine consomme davantage de ressources naturelles que la planète ne peut en reconstituer sur la même période. Et chaque année nous produisons davantage de déchets que notre écosystème ne peut en absorber.

Cet écart, c'est ce qu'on appelle la dette écologique. C'est la fondation Global Footprint Network qui tient les comptes. Elle mesure ainsi l'empreinte écologique de notre civilisation. Il y a moins de trente ans seulement, en 1987, nous entrions en dette écologique le 17 décembre : à l'époque l'activité humaine consommait donc à peu près ce que la planète pouvait reconstituer. Depuis, c'est l'accélération.

En 2007, nous étions en dette dès le 26 octobre. En 2011, nous avons encore perdu un mois. Nous avons atteint le « jour du dépassement » de la capacité de renouvellement de la planète le 27 septembre. En 2012 puis 2013, c'est encore un mois plus tôt. En 2014 ce fut le 19 août. Le mort saisit le vif.

On entend peu parler de cette « dette écologique » ? Pourtant, presque quotidiennement, les libéraux et leurs griots

glapissent en cadence pour faire peur avec la « dette publique » de l'État ou de la Sécurité sociale. Ils ont même fait voter la fameuse « règle d'or » pour interdire les déficits publics ! Que leurs pleurs sont émouvants quand ils disent défendre ainsi les « générations futures ». C'est un mensonge : les titres de la dette publique française ont une durée moyenne de 6 ans et 353 jours ! Par contre, la dette écologique concerne vraiment les générations futures. Elles paieront cher les conséquences des folies productivistes de notre époque. Mais évidemment, tout peut basculer bien plus tôt.

La règle verte

Pour faire face, il y a une méthode. Pendant l'élection présidentielle de 2012, j'ai proposé la « règle verte ». La règle verte est celle qui nous conduit à assumer

notre responsabilité devant l'humanité tout entière. Son but est clair : supprimer la dette écologique engendrée par le capitalisme et le productivisme. L'idée était aussi d'en finir avec une forme d'écologie culpabilisatrice et moralisante qui individualise les problèmes posés. Elle répand en effet l'illusion d'une solution par les changements de comportements personnels, en ne tenant aucun compte du fait que la plupart des consommations incriminées sont contraintes.

Exemple : personne ne roule au diesel par goût pour ce carburant mais parce que les véhicules coûtaient moins cher à l'usage et qu'en changer à présent coûte beaucoup trop cher. La règle verte propose un défi collectif, concret, dont les modes d'application et les effets sont mesurables.

Comment s'applique cette règle ? Dans toutes les productions et toutes les activités

on ne prélèvera pas davantage que la nature ne peut reconstituer. Cela produira d'abord un effet de sobriété dans l'usage des ressources, évidemment. On peut imaginer les conséquences en cascade sur l'évaluation et la réduction des déchets, par exemple, ou sur les durées de vie des produits, donc leur date d'obsolescence. Assortie à des stratégies « zéro déchet », elle stimulera une vigoureuse inventivité pour rendre recyclable tout ce qui peut déjà l'être et tout ce qui devrait l'être. Avec sanction pour qui ne le fera pas.

Le pari est que cette méthode permette une décroissance des prélèvements sur la nature et que la quantité des objets nécessaires soit diminuée. La règle verte, c'est donc d'un côté une autre manière de produire et de consommer, et de l'autre une direction générale donnée à la recherche appliquée et à l'imagination des chercheurs, des

techniciens et des ouvriers. Je fais le pari que cette injonction pour l'intérêt général sera bien plus féconde que les grossiers appâts du crédit impôt compétitivité et de ses succédanés de détournements légaux de fonds publics inventés par Hollande et ses technocrates. Pour eux la cupidité est le seul ressort de l'inventivité.

Pour solder la dette publique, les libéraux ne proposent que des sacrifices, et des punitions supposées roboratives. Notre règle verte n'a rien à voir avec cela. Elle propose une formidable aventure scientifique et technique. Il faut considérer comme un défi passionnant le risque mortel qui pèse sur notre écosystème. Il nous oblige à inventer le rebond de la civilisation humaine. Et la refondation concrète du projet progressiste dans l'histoire. Les ingénieurs, les techniciens, les salariés de toutes qualifications seront mis à contribution. Tous

les secteurs de production sont concernés, tous les produits sont visés. Dans chaque activité le défi le plus concret serait clairement énoncé : comment appliquer la règle verte ?

Écologie républicaine

En ce sens la règle verte fait entrer la République dans l'âge écologiste. Elle y est chez elle mieux que n'importe où. Pourquoi ? Parce que c'est le domaine de la « chose publique », et par conséquent celui de l'intérêt général. En république chacun ne se contente pas de défendre ce qui est bon pour lui. Il s'agit d'y décider « ce qui est bon pour tous ». Ici doit donc s'appliquer la méthode républicaine. D'abord mettre chacun en situation de comprendre ce qui se passe et de participer à la décision en connaissance de cause.

C'est évidemment en amont que le nouvel état d'esprit doit être préparé. C'est l'affaire en premier lieu de l'éducation. À commencer par celle des élèves de tous âges. Il ne s'agit pas seulement d'enseigner la morale de responsabilité que demande le nouvel ordre écologique. Il ne faut pas seulement mobiliser toutes les formes d'expression pour apprendre à comprendre et aimer la nature qui nous inclut. Il faut surtout introduire dans tous les référentiels des diplômes professionnels la qualification écologique des processus de production. D'une façon générale, l'école ici doit parfaire sa vocation émancipatrice. L'ignorance des déterminismes dont nous sommes partie prenante nous asservit tandis que leur connaissance nous améliore en nous rendant capables de les maîtriser. Méconnaître les lois de l'écologie est un

aveuglement aussi dangereux que de méconnaître les règles de l'hygiène qui pour leur part sont enseignées.

Après l'éducation, la République c'est le respect d'une règle commune qui s'impose à tous parce qu'elle est décidée par tous. C'est la loi et, au-dessus d'elle, la Constitution. Ici c'est essentiel car il s'agit d'étendre les droits de l'homme et du citoyen à de nouveaux domaines écologiques. Mieux vaudrait savoir limiter cette inscription dans la Constitution aux thèmes centraux. Par exemple l'interdiction du brevetage du vivant. Ou bien la protection contre la marchandisation des biens communs comme l'air et l'eau. En tout cas, compte tenu du niveau d'exigence que l'impératif écologique fait peser sur notre espèce, la « règle verte » qui répond au défi doit être inscrite au sommet de l'ordre juridique, c'est-à-dire dans la Constitution. Il s'agit,

bien sûr, de lui donner une place solennelle. Mais surtout il faut donner aux citoyens qui mobiliseraient leur vigilance un point d'appui bien ferme pour agir quand ils pourraient faire la preuve que la « règle verte » n'est pas respectée. Puisqu'il existe un intérêt général humain, la Constitution doit le protéger.

Nous voici rendus au troisième pilier républicain : le peuple et son intervention démocratique. De tels droits doivent avoir leurs défenseurs attitrés. Ce sont les « lanceurs d'alerte » qu'il faut protéger et encourager. On pourrait ainsi instituer des délégués environnementaux, tribuns du peuple en charge du respect de la règle verte pour chaque projet qui l'implique. À l'instar des délégués du personnel dans les entreprises, ils recevraient des droits d'intervention particuliers. On pourrait

admettre qu'ils puissent avoir un droit de veto suspensif sur les projets qu'ils jugeraient écologiquement insoutenables. La suspension ainsi prononcée obligerait à une consultation par référendum de la population concernée.

Le capitalisme vert ?

Le chaos qui s'avance est la conséquence directe du productivisme. C'est-à-dire de la recherche permanente de la production de biens et de services sans aucune réflexion sur le contenu et l'utilité sociale de ceux-ci ni sur leur impact environnemental. La bifurcation en cours dans l'écosystème humain fait-elle réfléchir les gouvernants de notre pays ? Non, bien sûr. À l'inverse ! Ils encouragent les méthodes qui mènent au désastre. Ainsi quand François Hollande a choisi de développer la « politique de

l'offre ». Sous prétexte de libérer la compétitivité des entreprises par des remises de cotisations sociales colossales et sans contrepartie, il s'agit de pousser à produire n'importe quoi n'importe comment du moment que c'est à bas coût pour trouver des acquéreurs.

Mais le système lui-même en tire-t-il des leçons pour se corriger ? Au contraire ! Il veut même trouver dans les effets du changement climatique de nouvelles occasions de faire des profits. On voit ainsi des « investisseurs » se proposer de collecter les glaçons remontés des abysses du fait de l'augmentation du niveau de la mer pour en exploiter le gaz méthane. Plus près de nous un exemple plus choquant a été donné par l'Union européenne avec l'accord de notre pays. Il s'agit de la mise en place d'un marché d'achat et de vente de droits à polluer. Il est exemplaire de l'absurdité sur

laquelle débouche l'intention de concilier l'économie de marché avec la gestion des changements dans l'écosystème global.

En effet, au nom de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne a mis en place en 2008 une gargouille ahurissante. Officiellement appelé « système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre », il s'agit en fait d'un vaste marché de droits à polluer. L'Union européenne autorise à chaque entreprise un quota d'émissions de CO₂. Si l'entreprise pollue moins, elle peut revendre la quantité de pollution qu'elle n'a pas faite. C'est ce droit à polluer qui devient donc une marchandise. Si elle veut polluer davantage, elle doit acheter des droits à polluer auprès d'autres entreprises. Lorsque ce business a été lancé, le droit d'émettre une tonne de gaz

carbonique a donc été fixé au prix de 35 euros. Six ans après, c'est une catastrophe à tous niveaux. Moralement et fiscalement, il a donné lieu à toutes sortes de fraudes, notamment sur la TVA. Écologiquement, l'échec est total ! Le prix du droit à émettre une tonne de gaz carbonique a chuté à 5 euros ! Les entreprises peuvent donc continuer à polluer presque gratuitement. Et celles qui ont fait des efforts pour polluer moins n'en tirent aucun avantage. Pire, celles qui ont délocalisé des activités polluantes ont ainsi pu toucher un chèque : il leur a suffi de faire constater combien leur bilan carbone en Europe s'était amélioré !

Tel sont les avatars réels de ce fameux « capitalisme vert » dont on nous annonçait qu'il montrerait la capacité d'adaptation du système pour faire face au changement climatique sans changer sa logique. Le

capitalisme de notre époque, dominé par la sphère financière et ses taux de profit faramineux, ne peut assumer la transition écologique de l'économie. Comprendre pourquoi, c'est toucher du doigt un autre changement majeur de notre monde.

LE RETOURNEMENT DU MONDE

Changer le système de la production et des échanges pour respecter la règle verte, c'est beaucoup d'investissements ! Faut-il compter sur un « capitalisme vert » pour les faire ? C'est impossible. Pour financer au niveau nécessaire, les « investisseurs » devraient renoncer à une bonne part des ponctions considérables qu'ils font aujourd'hui sur le profit des entreprises.

Le coût du capital

Dans les décennies « glorieuses » du

siècle dernier, 35 % du profit dégagé par une entreprise était distribué aux actionnaires. Le reste allait au renouvellement des machines et aux investissements pour améliorer le produit. Aujourd'hui 80 % vont aux actionnaires. Ce renversement de proportion est récent. C'est le résultat du rapport de force que le capitalisme financier a réussi à créer face à tous les autres secteurs de l'activité économique. Les économistes en arrivent à calculer ce qu'ils appellent une « rente indue », c'est-à-dire la part du prélèvement fait qui ne correspond pas à la rémunération « normale » du risque que sont censés prendre ceux qui placent leur argent dans la production. Ils montrent que les dividendes versés aux actionnaires et aux banques surchargent de 50 à 70 % le coût de la production !

Tel est le coût du capital. Une masse considérable de moyens qui ne peut servir à

préparer la transition écologique. Insatiable cupidité des « investisseurs » ? Oui. Mais ce n'est pas tout. Au moindre ralentissement des profits dans un secteur, c'est tout le système financier qui est menacé : toutes ses composantes sont emboîtées. Cette fragilité est un risque de chaque seconde dans le fonctionnement de la sphère financière globale.

Le nouvel âge du capitalisme

La mondialisation n'est pas le fait caractéristique de notre temps. L'Empire romain par exemple était déjà une forme de mondialisation très avancée. Ce qui est nouveau, c'est la globalisation de l'économie du monde dans un filet de bits qui relie absolument tout, de la multinationale au modeste détenteur d'une carte bancaire.

Tout a été politique dans cette construction. Ce capitalisme d'un genre nouveau s'est imposé en tout juste quarante ans. Il représente une incongruité totale dans l'histoire. En effet c'est la première fois que l'économie humaine ne repose plus principalement sur la circulation de biens réels. Loin s'en faut. L'explosion de la masse de dollars en circulation a fait naître un monde parallèle où l'essentiel des transactions financières ne correspondent à aucune réalité matérielle. En 1970 il s'échangeait 20 milliards de dollars par jour. Dès les années 1990 on en était à 1 500 milliards quotidien. En 2010 c'était 4 000 milliards par jour. À la même époque les biens et les services réels échangés atteignaient à peine 40 milliards par jour. Cent fois moins. La capitalisation boursière a suivi le même chemin extravagant. Elle est passée de 1 400 milliards de dollars en

1975 à 63 000 milliards en 2007. Elle a donc été multipliée par 45 en trente ans. Mais pendant ce temps la richesse matérielle réellement produite n'a été multipliée que par 3,5.

Dans ce contexte, les accidents graves se multiplient. Certes le capitalisme n'a jamais été un système stable. De 1816 à 1929, soit à peine plus d'un siècle : 14 crises ! Mais là encore le rythme s'accélère. Depuis 1973 il y a eu 12 crises en moins de quarante ans. Et depuis 1992 déjà 8 crises en vingt-deux ans. La monstrueuse crise des subprimes a mis à genoux les États et les peuples chargés de renflouer les banques. Des promesses de prudence et de moralisation furent alors faites avec des trémolos dans la voix. À cette heure la bulle est repartie de plus belle. Il ne peut en être autrement. Le premier qui arrête de courir fait s'effondrer le système.

Le nouvel âge du capitalisme est très dangereux. C'est un mélange explosif très instable.

Ce système a engendré une catégorie sociale nouvelle. On aurait tort de croire qu'il s'agit là de l'activité compulsive de millions de petits épargnants donnant des ordres de Bourse par Internet.

L'origine de l'oligarchie

Jamais le pouvoir de l'argent n'a été aussi concentré : 3 % des humains possèdent autant que 85 % des autres. Un petit nombre qui tient tout, soigneusement masqué par la grisaille des organigrammes tortueux où ils nichent. Sur le devant de la scène, des hyperriches sont mis en lumière. Mais le système qui les produit est immensément plus vaste et concentré. Moins de 1 % des

entreprises contrôlent 80 % des richesses mondiales. 147 d'entre elles contrôlent 40 % de l'activité mondiale. Évidemment, les trois quarts d'entre elles sont des sociétés financières.

Il faut nommer cette caste toute-puissante née de la globalisation financière qui gouverne tout. C'est l'oligarchie. Le pouvoir de quelques-uns. Cette caste ne peut faire autrement que d'élargir sans cesse sa domination. Elle ne peut accepter aucune règle extérieure à sa propre logique d'accumulation. Donc ni loi ni règlement qui entrave la circulation financière endiablée dans la bulle. Là encore tout s'est accéléré. Hier il y avait des tribunaux d'arbitrage pour régler les litiges entre multinationales au prétexte qu'elles ne pouvaient se référer à aucune législation nationale commune. À présent il s'agit d'élargir ce système à leurs litiges avec les États ! Incroyable. Les

assemblées, les lois et tous les mécanismes de la démocratie politique seraient abolis pour elles. C'est ce qui est en vue dans la mise en place du grand marché commun avec les États-Unis qui se discute en ce moment. D'après les fuites ce serait déjà prévu dans l'accord secret avec le Canada. Cette tendance de plus en plus hostile à la démocratie est lourdement engagée. Elle contredit la propagande selon laquelle le capitalisme et la démocratie feraient toujours tandem. C'est le contraire. L'histoire en cours est celle de la lutte de l'oligarchie pour le pouvoir absolu. Parce qu'elle n'a pas le choix. Si la démocratie se mêle d'organiser ses affaires tout s'écroulerait. Mais tout peut quand même s'écrouler.

La bulle

La sphère elle-même peut implorer. Je reviens au dollar. Cette monnaie irrigue tout le système : 85 % des opérations financières et l'essentiel des paiements de marchandises et de matières premières se font avec elle. Mais le dollar est une monnaie de Monopoly. Depuis la décision de Nixon en août 1971, le billet vert n'a plus de contrepartie matérielle. Et depuis le 18 mars 2009 la planche à billets d'Obama fonctionne librement. Le dollar vaut ce qu'on veut croire qu'il vaut. En réalité ce n'est pas davantage que le papier sur lequel il est imprimé. La masse des dollars en circulation dans le monde forme une bulle monstrueuse. Les États-Unis n'en publient même plus le montant depuis 2006.

L'hégémonie du dollar c'est celle des États-Unis. La bulle va éclater. Le dollar va s'effondrer et les États-Unis avec. La question posée n'est pas de savoir si cela

aura lieu mais quand. Dans ce domaine les choses sont en train de se précipiter. Ce qui reste incertain, c'est de savoir si les États-Unis préféreront une guerre généralisée pour échapper à leur sort. Ou, si leur système monétaire s'effondre, eux-mêmes ne se disloqueront-ils pas en autant d'États que leur union en contient ? Ce moment s'est brutalement rapproché.

Le retournement du monde

Un événement est presque passé inaperçu dans l'été sanglant de 2014. Mais son impact sera bientôt considérable. Car il frappe le point faible l'édifice de la globalisation : la place du dollar. Voici l'affaire. Les pays désignés par l'acronyme BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont annoncé la création d'une banque de développement et d'un fonds de devises

qu'ils dirigeront en commun. Ce sont les cinq principales économies émergentes : 28 % de la production annuelle de richesses du monde et presque la moitié de l'humanité. Ce n'est qu'un début. Qu'elle le veuille ou non, la Chine rattrape les États-Unis d'Amérique et passe mécaniquement en tête de l'économie mondiale. Dès lors, la monnaie qu'elle désigne pour ses transactions devient la monnaie de réserve obligée.

D'ores et déjà, avec cet accord des BRICS, la Banque mondiale et le FMI, deux organes sous contrôle nord-américain, ont donc d'un coup perdu le monopole de la puissance monétaire et des moyens politiques de menace qui vont avec. Le dollar doit ainsi faire face à un concurrent majeur de plus, après l'euro. Cette initiative frappe au talon d'Achille la domination des États-Unis sur le monde.

La destruction du leadership du dollar n'est pas un problème monétaire. C'est une bombe sur le monde. Ce ne sera ni progressif ni indolore. Quand les États-Unis d'Amérique perdront la première place, cela restructurera radicalement d'un coup l'ensemble de l'ordre géopolitique actuel. Que se passera-il ? Ils ne glisseront pas de la position numéro un à la numéro deux et ainsi de suite. Ils passeront de la situation où leur monnaie est reconnue à la valeur actuelle à la position où le dollar serait ramené à sa valeur réelle. C'est-à-dire qu'il subirait une monstrueuse dévaluation. Elle détruirait, bien sûr, l'économie nord-américaine. Mais elle ruinera aussi tous ceux qui possèdent des avoirs en dollars. Et elle paralysera aussi dans un épisode chaotique toutes les transactions mondiales.

Vivement la fin

Ce scénario ne pourrait s'éviter que par une étroite coopération planétaire. Et si les États-Unis acceptaient de s'infliger les sacrifices qu'ils demandent d'habitude aux autres par le biais du FMI et de la Banque mondiale. Cela ne se fera jamais. La catastrophe est donc inéluctable.

Il ne faut pas s'étonner de voir les BRICS mettre en cause à présent tout ce qui fait la suprématie des États-Unis. Ainsi est-il question entre eux d'une coopération dans les domaines de l'énergie, des réseaux Internet, de la géolocalisation et ainsi de suite. Tout cela c'est une chance : ça desserre l'étau nord-américain qui tient le monde à la gorge aujourd'hui. Pour nous Français, c'est une marge de manœuvre appréciable pour récupérer notre indépendance. D'un autre côté c'est un

risque majeur, car cela accroît d'autant l'agressivité des USA. La fin en vue du leadership mondial nord-américain pose donc des questions au moins aussi considérables que leur toute-puissance. C'est bien pourquoi il faut se mettre à temps à distance du navire qui va couler. Allons au plus vite au plus urgent : préparer intelligemment la fin de l'hégémonie du dollar. Pour cela, je veux mentionner la proposition faite par la Chine de créer une monnaie commune mondiale. La France devrait s'y rallier. Cette monnaie commune pourrait se substituer de façon maîtrisée à l'hégémonie du dollar bidon. Cela permettrait à la fois d'assainir les comptes globaux du monde et de décrocher le système monétaire d'un pouvoir impérial. Et d'empêcher la guerre généralisée.

La question militaire est déterminante dans l'ordre du monde actuel. La cause en

est bien enracinée. Voyons l'enchaînement. Aussi longtemps que tout le monde a besoin de dollars pour payer ses échanges le système fonctionne. Dès l'instant où l'on peut s'en passer, tout change. C'est parti ! En août 2014, la Russie et la Chine ont décidé de commercer dans leurs monnaies nationales. D'ores et déjà la quantité de dollars utilisée dans les transactions internationales se contracte. Dans ces conditions, plus la montagne de papier-monnaie bidon augmente, plus les États-Unis d'Amérique doivent empêcher qu'une autre monnaie s'impose dans les échanges internationaux. Ainsi, depuis le premier jour, les USA voient d'un très mauvais œil l'émergence de l'euro. Ce n'est donc pas un hasard si la crise grecque, qui a failli emporter la monnaie unique européenne, s'est déclenchée à l'instigation d'un consortium de banques nord-américaines.

L'empire agressif

L'observation froide fait dire que la première source d'instabilité mondiale ce sont les États-Unis d'Amérique. Pas seulement pour garantir leur monnaie ! Mais aussi parce que leur préférence pour l'usage de leurs forces est un levier de leur économie. Voyons comment.

Si la valeur du dollar n'a pas de contrepartie matérielle, quelle est sa garantie ? La puissance militaire. C'est-à-dire 600 000 hommes de troupe, 700 bases dans le monde, une présence sur les cinq continents, un budget qui absorbe à lui tout seul la moitié des dépenses militaires du monde. Et ce budget a doublé depuis la fin de la guerre froide alors que l'adversaire rouge a disparu.

Cette boursouflure des dépenses militaires a un autre avantage pour les USA. Elle

permet à de bons libéraux d'opérer une injection massive de fonds publics dans l'économie d'armement. Celle-ci peut alors servir de courroie d'entraînement pour tous les secteurs d'activité. Car l'armée, c'est de la recherche et des commandes qui nécessitent toutes sortes de fournitures. La chaîne des achats crée une dynamique très en amont de la production d'armes elle-même : matières premières, métaux, pièces détachées diverses. Des centaines de milliers de salaires en dépendent. À leur tour ils permettent des milliards d'emprunts privés et ainsi de suite. Tout cet édifice a permis à un gigantesque appareil militaro-industriel de s'incruster profondément dans le cœur du pouvoir politique. Il est aussi entouré de dix-neuf agences de sécurité en compétition les unes avec les autres pour rafler les parts du gâteau d'argent public et des contrats à passer avec les compagnies

privées. Cette très puissante bureaucratie multiplie les risques d'emploi de la force : elle surévalue les adversaires qu'elle prétend surveiller pour justifier son existence.

On voit donc que la question militaire n'est pas l'à-côté du système mondial actuel. C'est son centre. Les États-Unis sont dans l'obligation d'agiter à intervalles réguliers des ennemis abominables pour pouvoir continuer à conforter leur puissance militaire. Ils lui ont donné un cadre doctrinal avec la théorie du « choc des civilisations » formulée par Samuel Huntington.

Le choc des civilisations

En résumé, cette doctrine rattache chaque peuple à une culture et chaque culture à une religion. Une carte du monde est ainsi

dessinée qui prétend expliquer, prévoir et gérer les conflits à venir. En réalité c'est juste une mise en scène des objectifs de l'empire. La doctrine désigne des adversaires et embrigade des partenaires. Elle fonctionne comme une légitimation des violences en cours et à venir dans les relations internationales. Tous les gouvernements européens, sociaux-démocrates ou de droite, y ont adhéré. Tous s'alignent sans discuter, jusque dans les romans les plus incroyables comme cette guerre contre Al-Qaïda, un supposé réseau islamiste mis en place par la CIA elle-même contre les Soviétiques. Tous ferment les yeux sur le rôle des pays du Golfe qui s'affrontent avec leurs concurrents jusqu'aux derniers, irakiens ou syriens. Le tout en prévision du jour où ils sauteront à la gorge des Iraniens ou des Turcs, dans une logique pluriséculaire dont leurs grossiers mentors

yankees ne peuvent comprendre l'intensité.

Il en résulte des guerres effroyables comme celles d'Irak ou d'Afghanistan. Les USA créent des désordres immenses le long des gisements de gaz ou de pétrole du monde, puis ils les gèrent en créant des désordres encore plus grands. La liste des souffrances infligées s'allonge, les sociétés se disloquent, la barbarie s'étend chaque jour davantage. Avec en permanence le risque qu'une provocation ou un événement fortuit déclenche une guerre généralisée qui entraînerait l'un après l'autre les alliés des alliés dans le combat. Comme il y a cent ans. Ainsi en est-il dans la course irresponsable à l'élargissement de l'OTAN en Ukraine aux frontières de la Russie. Et de la politique tout aussi dangereuse à l'égard de la Chine pour tenter de la confiner ou de manipuler sa diversité ethnique.

Les USA annexent l'Europe

L'action des USA pour échapper politiquement à leur déclin entre dans l'actualité des Européens. C'est le rôle du projet visant à constituer un marché unique transatlantique (GMT) entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, soutenu depuis 2001 par le PS et l'UMP européens. J'ai été le premier et le seul à dénoncer cette opération dans ma profession de foi pour les élections européennes de 2009, et à évoquer à plusieurs reprises la question dans la campagne présidentielle. Je me réjouis de voir ce point de vue rallié avec brio par les écologistes de mon pays. J'ai bien noté les petites protestations ambiguës des socialistes français dans le concert d'approbation enthousiaste de tous les autres partis socialistes d'Europe. Mais comment se fait-il que Sarkozy et Hollande, qui

étaient parfaitement informés, n'en aient pas soufflé mot pendant leur campagne ? Qui les a convaincus de se taire ? Pourquoi, comment ?

Car ce n'est pas un accord banal qui se prépare depuis 1996 dans la plus grande discrétion. C'est une déréglementation sociale et fiscale généralisée. Je vois bien comment se met en place, par ce moyen, le grand jeu destiné à élargir sans cesse les espaces dérégulés pour le commerce et la finance. On a failli connaître cela en Amérique du Sud avec le projet d'extension de l'ALENA. Mais surtout, je vois bien quelle place occupe ce nouveau grand marché dans la stratégie impériale pour contrecarrer le changement de la hiérarchie des puissances. Au total, j'estime que la constitution du grand marché transatlantique est une menace pour les pays émergents autant que pour la vieille Europe. Pour cette

dernière il s'agit en fait d'une annexion pure et simple qui vient après les innombrables tours de vis donnés pour resserrer le lien militaire dans le cadre de l'OTAN.

Des valeurs communes ?

Le grand marché transatlantique serait naturel au prétexte que la France aurait une communauté de valeurs et d'intérêts avec les États-Unis. Dans ce récit enchanté on trouve par exemple les États-Unis d'Amérique comme notre unique libérateur. Les 20 millions de morts soviétiques et la victoire décisive de Stalingrad, la percée de l'Armée rouge brisant l'armée allemande à l'est disparaissent du tableau où ils ont pourtant occupé la place centrale.

En réalité nous sommes en opposition frontale avec les USA sur des points

essentiels. C'est-à-dire sur les valeurs universelles que nous prétendons défendre. Par exemple, nous sommes opposés à la torture officielle comme elle a lieu à Guantánamo. Nous sommes contre l'existence de prisons secrètes américaines comme il en existe en Pologne et en Roumanie, de même qu'en Afghanistan, en Irak ou en Thaïlande. Nous ne sommes pas d'accord avec leur système dans lequel 1 % de leur population adulte, huit fois le taux français, six fois le taux chinois, 2,3 millions de personnes, se trouve en prison du fait d'une délinquance dont la discrimination ethnique et sociale est visible à l'œil nu. Nous avons aboli la peine de mort qu'ils appliquent. Nous sommes écoeurés qu'ils refusent de signer la Convention d'interdiction des mines antipersonnel.

Nous sommes en opposition avec les

États-Unis d'Amérique sur le fait qu'ils n'ont pas ratifié la Convention sur la Cour pénale internationale qui permet d'y déférer les criminels de guerre. De même, nous sommes choqués que les USA n'aient pas ratifié la Convention internationale sur les droits de l'enfant, ni la Convention internationale pour les droits des handicapés. Nous sommes scandalisés qu'ils n'aient pas ratifié celle concernant l'usage des armes bactériologiques après qu'ils n'ont toujours pas fini de détruire leurs armes chimiques comme ils s'y étaient engagés. Nous sommes stupéfaits qu'ils n'aient pas signé la Convention de l'ONU sur la biodiversité, ni le Protocole de Kyoto de lutte contre l'effet de serre. Nous sommes dégoûtés qu'ils n'aient pas ratifié six des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, celles qui concernent la liberté syndicale et

la protection du droit syndical, le droit d'organisation et de négociation collectives, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, le refus des discriminations et enfin la convention sur l'âge minimal du travail. Dans ces conditions, l'idée d'une « communauté de valeurs » avec les États-Unis d'Amérique n'est nullement aussi évidente que le chantent en chœur leurs commensaux dans les sommets de l'État et des médias. En vérité, qu'avons-nous en commun depuis la fin de la confrontation entre les deux blocs, achevée en 1989 par la chute du mur de Berlin ? Quant à la communauté d'intérêts : quelle blague ! Les États-Unis surveillent des millions de nos concitoyens sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Ils espionnent nos installations militaires, civiles, nos entreprises de pointe et nos négociations de traité.

L'universalisme contre l'empire

Nous n'avons ni communauté de valeurs suffisante, ni souveraineté commune, ni communauté d'intérêts qui justifient notre mise en ménage avec eux ! C'est même tout le contraire. Le dire, ce n'est pas avoir une attitude belliqueuse à l'égard des belliqueux, c'est enregistrer une situation et en tenir compte. Aujourd'hui la divergence d'intérêts entre les États-Unis d'Amérique et la France est l'impensé qui empêche notre pays d'agir utilement dans le monde.

À rebours des rabâchages qui fabriquent des évidences indémonstrables, c'est-à-dire des préjugés, pour moi, la France n'est pas une nation « occidentale ». D'abord parce que notre République n'est fondée ni sur la référence à une ethnie comme en Allemagne par exemple, ni sur une religion, toutes étant exclues du champ politique. La France est

une nation fondée sur un contrat politique que proclame sa devise : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Par conséquent elle est en état de partager ce contrat avec tout être humain.

En ce sens c'est une « nation universaliste ». La France l'est d'une façon très physique. Elle est présente sur les cinq continents. Sa plus longue frontière est avec le Brésil, ce que l'on oublie car on néglige l'existence de l'immense et magnifique Guyane française. Du point de vue des principes qui l'organisent et qui la régissent, la France peut s'étendre sans fin. Puisqu'elle ne ferait jamais rien d'autre qu'étendre la communauté légale qui la constitue et la souveraineté populaire qui l'anime. Voilà pourquoi on peut faire France de tout bois et on ne peut pas faire la France dans un seul pays. Cela n'a rien d'impérialiste. Tout au contraire. Il ne s'agit pas ici de changer nos frontières. Où le ferait-on ? Et pourquoi ? Si

l'on met de côté ce qui pourrait se passer avec la Wallonie si les Flamands faisaient exploser la Belgique, où serions-nous impliqués ?

La France a intérêt à une alliance mondiale dont la préoccupation première et ultime serait la souveraineté des peuples et la défense de leur droit à l'autodétermination. Au sens le plus classique du terme : le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes, en eux-mêmes, par eux-mêmes. Elle a intérêt à l'affirmation politique d'institutions universalistes. Telle est la forme concrète du refus de l'occidentalisme et de la théorie du « choc des civilisations » que portent les USA.

La nouvelle alliance altermondialiste

L'« Occident » est l'alibi actuel de

l'impérialisme. Le refuser, c'est refuser d'abord son outil militaire. Nous devons retrouver une défense souveraine. C'est le contraire que fait François Hollande. La faute majeure a été commise dans le premier mois de son mandat. Il a donné à Chicago son accord pour l'installation en Europe du bouclier antimissile que les USA veulent y installer sous le prétexte de la menace iranienne. Celui-ci concerne en réalité 75 % des installations de défense russes. Cette gesticulation coûte à la France à la fois son partenariat de longue date avec la Russie et sa propre souveraineté en matière de défense. D'abord parce que ces plateformes antimissiles prennent place dans un système de défense global où les tâches sont réparties entre pays et placées sous le contrôle des USA. Ensuite parce que la logique de la dissuasion nucléaire des Français exclut l'idée de riposte graduée

impliquée par ce dispositif. On pense ce que l'on veut de la dissuasion française, mais n'est-ce pas incroyable que le président de la République l'ait anéantie sans une minute de débat parlementaire ? Nous n'avons rien à faire dans l'OTAN. L'Europe non plus et elle doit cesser d'être un porte-avions américain. Cette alliance militaire est sans objet depuis la fin de la guerre froide. Une nouvelle alliance militaire devrait être fondée dans un but strictement défensif, et limitée à la défense de la souveraineté des États membres, statutairement soumise aux décisions de l'ONU.

Dans l'élection présidentielle, j'ai nommé cette nouvelle alliance « altermondialiste ». Au sens strict du mot : je milite pour un autre ordre du monde, dans lequel les premiers partenaires seront naturellement les nations émergentes.

J'ai entendu souvent qu'on se réjouirait de

voir naître un « monde multipolaire ». Je ne suis pas du tout de cet avis. Il est vain d'imaginer qu'il serait par nature plus pacifique. Ce serait un ordre dangereux. On a déjà connu ça. C'était le monde avant la Première Guerre mondiale. Pour l'accès aux matières premières, aux nouvelles routes maritimes, aux nouveaux espaces qui s'ouvrent, un monde multipolaire multiplie les occasions de conflits. Nous avons plutôt besoin d'un monde ordonné. Dans lequel la règle débattue en commun précède le maintien de l'ordre. Nous avons besoin d'un monde qui étende le champ du droit. Par exemple à l'espace maritime et à la protection de ses routes. Mais aussi en ce qui concerne l'espace au-delà de la planète, et ainsi de suite.

Cet ordre altermondialiste repose sur les alliances naturelles que nous avons avec nos voisins, le Brésil et les autres pays de

l'Amérique du Sud, et nos voisins, les pays d'Afrique, les pays d'Asie, bref, partout où la France est présente dans le monde et où elle peut, du fait de ses méthodes, du fait de sa puissance, du fait de ses intérêts, du fait de ses responsabilités, exercer une amicale coopération avec tous ceux qui le souhaitent.

Un nouvel ordre légitime

Face à la violence de l'Empire, il faut une nouvelle alliance altermondialiste pour construire un ordre international légitime. Lequel ? C'est en réponse à la multipolarité violente du siècle précédent que furent conçues la Société des Nations (SDN) puis l'ONU, au lendemain de deux guerres mondiales. On sait à quel point cette organisation est imparfaite et combien elle doit être réformée ! Mais ce n'est pas une raison suffisante pour accepter d'y substituer

des instances encore moins démocratiques, encore moins représentatives de l'humanité réelle, encore davantage soumises à l'empire et à ses satellites. C'est pourtant ce qui se passe avec la nouvelle hiérarchie mondiale qu'organisent les G8 et les G20 : 8 commandent à 20, 20 commandent aux 175 autres nations ainsi déclarées subalternes. Telle est la « multipolarité » actuelle. Penser la réforme de l'ONU et lui donner les moyens de fonctionner est la priorité.

Mais cela ne peut suffire. Enfin il faut que soit changée la hiérarchie des normes dans l'ordre international. Je résume crûment l'alternative : qui doit avoir le dernier mot, l'Organisation mondiale du commerce ou le Bureau international du travail ? La libre concurrence ou les droits sociaux ?

Pour un protectionnisme solidaire

Le libre-échange est un poison mortel qui vide à tour de rôle de leurs moyens productifs les sociétés mises en concurrence. Il part de postulats formulés au XVII^e siècle quand l'avantage comparatif entre deux produits venus de deux régions du monde était lié aux climats et aux décalages des techniques. Aujourd'hui il repose presque exclusivement sur le profit à tirer du moins-disant écologique ou social. Dès lors, toutes nos relations commerciales sont à réexaminer. L'impératif écologique et social doit être prioritaire ! Donc il faut en finir avec le libre-échange. Le grand déménagement du monde doit cesser. Produire à l'autre bout de la planète ce que nous pourrions produire ici, et tout ramener ensuite par containers et camions est absurde. C'est même criminel puisque c'est au prix de dévastations désormais insoutenables. Une stratégie protectionniste

est nécessaire. Le but est d'encourager la souveraineté industrielle et alimentaire de chacun dans le monde. C'est ainsi insuffler un nouvel état d'esprit international. Contre la concurrence de tous contre tous, c'est la coopération généralisée qui s'imposerait. C'est pourquoi je parle d'un protectionnisme solidaire. Le but est d'organiser les rapports économiques entre pays sur une base civilisée et négociée. Un ordre où l'autosuffisance devrait être l'objectif, le transbordement l'exception.

LE NOUVEL ORDRE DU TEMPS

Voici l'absent de tout débat. La matière première invisible, la dimension cachée, l'élément aussi fondamental que l'eau et l'air : le temps. Il lui est arrivé une drôle d'aventure. Il s'est contracté. Si la question nous importe, c'est d'abord parce que le temps de l'écologie c'est celui du temps long, des cycles de la nature et des décisions qui visent loin. À comparer avec la frénésie du temps court dominant actuel. Le temps est une construction sociale. On le comprend mieux en examinant les temps dominants du passé.

Le temps comme enjeu

Le temps de la société dans un monde paysan, c'est celui des saisons et des repères de l'activité agricole : quand préparer la terre, quand semer, quand récolter et ainsi de suite. Et aussi il y a ce que l'on fait « quand on n'a rien d'autre à faire », c'est-à-dire en dehors des temps contraints de l'agriculture. Tout le calendrier y est soumis. Et la République s'y plie aussi quand elle instaure les vacances scolaires aux dates clefs pour que les jeunes puissent aller donner le coup de main aux champs.

Dans les sociétés du passé, les temps religieux et politiques, toujours confondus, étaient également directement liés au cycle économique. Pharaon va faire se lever l'étoile de Sirius qui déclenche la crue du Nil dont les alluvions déforment les parcelles cultivées et justifient un nouveau

calcul de l'impôt. Ici, le religieux, l'économie et le politique ne font qu'un. Ils sont en harmonie, c'est-à-dire en synchronie.

Cette synchronie est l'enjeu caché des sociétés. Quelle activité donne le rythme et qui en décide ? Ainsi le temps est une propriété de l'univers social. Alors, comme toute réalité sociale, il est un enjeu de lutte de pouvoir. Aujourd'hui il y a un temps dominant : le temps court. Tout le pouvoir dans notre société est à ce qui fonctionne « en temps réel », c'est-à-dire en temps zéro, et à tout ce qui s'en approche. Le temps zéro, c'est celui de la transaction financière réalisée à la nanoseconde entre ordinateurs. C'est celui de l'« information » immédiate qui subjugué et tient en haleine. Pour inverser cette domination du temps zéro et reprendre le pouvoir sur le temps, on doit affronter tout le système qui l'a produite.

C'est-à-dire à la fois ceux qui en bénéficient et les moyens par lesquels leur temps s'impose.

Par exemple interdire la cotation en continu des valeurs boursières, interdire le trading automatisé, c'est frapper le cœur de la machine à imposer le règne du temps court dans l'économie, et tous les domaines en cascade.

La propriété du temps

Où trouver le temps dominé ? Cherchez les dominés ! Tout le monde sait ce qu'est un temps contraint, par exemple. C'est celui d'un horaire de travail qu'on ne choisit pas mais auquel on est soumis. Ou bien quand les horaires de travail et ceux de l'école ne correspondent pas et que nul ne s'en préoccupe à part ceux qui subissent cette

situation. La synchronie des temps sociaux est un enjeu social déterminant. Qui en est maître ? Quand la production à flux tendu impose son rythme, les horaires de travail font exploser en miettes la vie de famille. Car les temps contraints sont différents. Ici on voit que l'harmonisation des temps sociaux à partir des personnes plutôt que des marchandises constituerait le début du « bien vivre ».

De plus, la gestion du temps commande aussi la mesure de l'espace. Faute de moyens de transport collectif, celle-ci dépend de la circulation automobile, laquelle dépend des horaires des bureaux et des entreprises, des allers et retours de la main-d'œuvre, des entrées et sorties des camions de livraison. Une distance peut varier du simple au double selon la circulation. Ainsi ceux qui fixent les règles du temps social en sont les maîtres. Comme

ils en usent et abusent selon leurs besoins, on peut dire qu'ils en sont les propriétaires. Les dominés nomment de façon significative « temps libre » celui dont ils ont la maîtrise. Ils en sont propriétaires. Le sont-ils pour longtemps ? On voit que l'exigence de rester connecté a étendu le domaine du temps asservi ! La propriété du temps est invisible mais elle n'en est pas moins réelle.

Bien sûr, la fixation de ce temps contraint et son imposition au corps social ne se font pas toutes seules. Il y faut une caste qui en profite et des lois qui l'imposent. Bref, le temps social c'est de la politique. Le temps est-il une propriété publique ou une marchandise privée ?

Hollande, avec l'extension du travail du dimanche et la liberté de fixer le temps de travail dans l'entreprise, a augmenté la confiscation privée du temps libre par les

dominants. Il a confirmé la prééminence de la circulation des marchandises dans la vie des gens.

La planification écologique

La reconquête du droit au temps long est le premier acte d'une gestion écologique de la société. Elle se traduit de deux façons. D'abord ralentir la vie, c'est-à-dire inverser tout ce qui est accéléré sans raison. C'est la synchronie des temps sociaux qui est en cause. Quel est alors le temps dominant ? Celui de la production et de l'échange ou bien celui de la personne ? Ensuite c'est la planification de l'activité économique. C'est-à-dire son inscription dans des objectifs de moyen et long terme. Je sais bien : le mot planification peut faire peur. Du moins oblige-t-il à réfléchir !

Il me paraît moins abscons que « gestion prévisionnelle », qui veut dire exactement la même chose mais qui est utilisé par les maîtres du temps court pour justifier l'urgence des licenciements, les délocalisations instantanées et la précarisation des salariés. On ne peut vouloir sérieusement aucun des grands objectifs de l'écologie contemporaine sans planification. Comment agir au service d'un objectif choisi sans prévoir, vouloir, coordonner les décisions dans des secteurs d'activité différents ? ou sans ajuster la stratégie de mise en œuvre à mesure que le plan se réalise et modifie la situation initiale ? Il faut prévoir pour pouvoir changer les produits, remplacer les machines et former les salariés.

Tout cela, c'est le contraire du *benchmarking* actuel, par exemple, qui soumet les entreprises à une publication

trimestrielle de leurs comptes pour s'assurer qu'elles restent dans la trajectoire de profits attendus par les « investisseurs ». La gestion par le temps court rend impossible toute stratégie de long terme. Une politique de maîtrise collective des temps sociaux doit donc toucher au cœur du système.

Un exemple dans le domaine des droits attachés à la propriété du capital. On modulerait le droit de vote par action en fonction de la durée de l'investissement. Aucun droit pour qui ne s'engage sur aucune durée, et des droits croissants à mesure de la durée d'engagement. Instaurer la propriété sociale du temps permet de passer en revue et de réglementer tout ce qui dans le fonctionnement de la société repose sur la propriété du temps.

Le choix du temps long, celui de la planification écologique, n'est pas seulement un choix d'efficacité sur le long terme. C'est

aussi celui qui permet de reprendre en main la coordination des temps sociaux autour d'objectifs communs, parce que c'est celui qui permet de décider en commun. Les deux fonctions, coordination et démocratie, sont liées au temps long. Le temps court est nécessairement une dictature. Il rend impossibles la délibération et le contrôle collectif.

La contraction du temps

Qu'est-ce que le temps ? Juste le rythme auquel les choses se font. Depuis le 13 octobre 1967, la seconde est définie comme la durée de 9 192 631 770 périodes de l'onde électromagnétique émise par un atome de césium 133 quand il passe d'un niveau d'énergie à un autre. Outch ! Résumé : temps et rythme sont les deux noms d'une même réalité. Qui crée le rythme

fabrique le temps. Quand on parle du temps à propos de la communauté humaine, on désigne l'histoire.

On observe alors deux choses. L'augmentation du nombre accélère le rythme de l'histoire. Plus il y a de monde, plus tout change et plus tout change rapidement. Et l'accélération de l'histoire change le rapport de chacun au temps. La durée de vie des personnes, celle des objets, celle des savoirs et ainsi de suite. Il y a donc un rapport étroit entre le nombre des individus, l'état de la société et l'identité humaine à chaque époque de la vie de notre espèce. Une image saisissante le résume bien. Celle du récit de la saga de l'humanité ramenée à une année imaginaire. Surprise : l'ensemble se présente surtout comme un agenda quasi vierge. Mais, arrivés au bas de la dernière feuille, on doit inscrire davantage d'événements que ne pourraient

en contenir tout le reste des pages !

Notre premier ancêtre humain est né le 1^{er} janvier à zéro heure. Il a certes inventé les premiers outils dans la journée. Mais le feu n'a pas été domestiqué avant la fin octobre. Dix mois sur douze sans changement à signaler ! Les rites funéraires apparaissent pour la première fois le 13 décembre. La grotte de Lascaux a été peinte autour du 28 décembre. On chassait et on cueillait au hasard de l'errance. La révolution néolithique et l'agriculture commencent le 30 décembre. Le 31 décembre, vers 4 heures du matin, est inventée la roue. La première machine à vapeur fonctionne à 22 heures. À 23 h 46 démarre l'utilisation de l'énergie nucléaire. Tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel de nos inventions, arrive en ouragan affolant dans les quelques minutes qui nous restent avant

minuit. Un exemple ? Le premier téléphone tactile est commercialisé à 23 heures 58 minutes et 31 secondes !

L'accélération de l'histoire, c'est le surgissement accéléré des nouveautés. Et ce n'est pas une affaire extérieure à chacun de nous. Les changements de la condition humaine ne se limitent jamais aux conditions strictement matérielles de l'existence. Ils reformatent de façon intime les êtres. Ils changent leur identité. C'est-à-dire par exemple la perception que chacun se fait de lui-même, de son rapport aux autres, à travers les objets qui satisfont ses désirs et génèrent ses frustrations. Certes, cette mutation est rendue invisible par le fait que nous vivons immergés dans son flot. Elle a été longtemps imperceptible. Dorénavant l'accélération du changement sous l'impact du nombre contraint à une mutation quasi permanente de nos manières d'agir. Cela

paraît banal à la jeune génération. C'est pourtant absolument nouveau.

La fin du passé

Pendant des millénaires et jusqu'à une date très récente, la tradition constituait un socle d'attitudes et de comportements soigneusement reproduit et incorporé. Elle concentrait en effet les savoirs hérités du passé. Imiter le passé protégeait de l'inconnu du futur. À présent c'est un renversement de perspective complet. Le passé est toujours dépassé. Il n'apprend rien sur la façon d'utiliser l'environnement du présent. Au contraire, si nous en restions à ce que nous savons, nous serions empêchés de faire fonctionner correctement les nouveaux objets du présent ! Le futur au contraire est présenté comme plein de promesses et de perspectives nouvelles plus

excitantes que celles déjà disponibles. En ce sens, le passé est devenu dangereux, le futur rendu désirable.

Naturellement le futur est aussi la source d'une angoisse sociale permanente, celle qui résulte de la précarité sociale du grand nombre. Mais cette tension intime vers le futur doit nous intéresser. Elle est faite de désirs et d'espérances ouverts. Nos récits et nos luttes émancipateurs y ont leur espace. C'est bien pourquoi les dominants de toutes les époques ont attaché tant d'importance au formatage des rêves. À présent c'est une formidable machine sociale qui les produit, par la publicité et les narrations culturelles.

La transe du futur

Dans notre société du futur permanent, ce contrôle est crucial puisqu'il dirige le sens

de la marche et rassemble une masse de population qu'aucun appareil politique ou clérical du passé n'aurait su enrégimenter aussi finement. D'où l'importance cruciale du contrôle de l'industrie, qui produit les images et les « biens culturels » auxquels le grand nombre accède et se conforme avec un enthousiasme d'autant plus ardent qu'il n'y voit pas malice. L'exception culturelle française, le prix unique du livre, le statut des intermittents du spectacle ne sont donc pas des luttes « périphériques ». Ils concernent la liberté du temps de cerveau disponible face à la machine à formater les rêves qui suscitent notre servitude volontaire.

Notre présent est envoûté par l'appel du futur de façon aussi violente que le désir s'accroît à mesure que son objet s'éloigne. La transe du futur est permanente. C'est un

phénomène intimement ancré en chacun d'entre nous. Au cours de leur existence, tous les humains doivent à présent changer sans cesse profondément leurs usages et les connaissances qui vont avec à propos du quotidien le plus banal ! Rares sont à présent les moments où l'utilisateur sait dire « comment ça marche ». Et quand il le sait on est déjà passé à autre chose.

Je choisis un exemple léger : j'ai connu les quarante-cinq-tours vinyle avec leur pick-up et je comprenais que l'aiguille au bout du bras du tourne-disque reproduisait les vibrations gravées. Je vais devoir me séparer de mes CD pour inscrire ma playlist dans le cloud. Comment ça marche ? Et sûrement que rien de tout cela ne subsistera d'ici peu quand je chercherai mon cristal holographique dans mes tiroirs. Que valent nos habitudes et les savoirs qui s'y rattachent ? Guère plus que les objets

auxquels ils se rapportent.

Cette extrême évanescence des objets qui formatent nos comportements n'est pas un fait mineur. Le maniement des objets modernes est censé être « intuitif ». On demandera donc davantage de compétence pour les manier que pour en comprendre le fonctionnement. Cette compétence à acquérir est-elle l'objet de l'éducation des nouvelles générations ? S'agit-il alors d'instruire ou de dresser ? L'éducation ne doit-elle pas plutôt s'attacher à donner accès aux savoirs fondamentaux mis en œuvre par le fonctionnement des objets ? Peut-on se contenter d'être habile ou bien doit-on être qualifié pour participer au monde du changement permanent ?

La transmission des savoirs et leur conservation sont des moments essentiels de la reproduction des sociétés humaines.

L'enjeu de cette transmission n'est pas mince.

Transmettre

Aujourd'hui, plus de la moitié de l'humanité a moins de 30 ans. Un quart a même moins de 15 ans ! Elle entre dans le savoir comme aucune génération auparavant. La tradition orale avait d'abord laissé la place à l'écrit il y a moins de six mille ans. Mais comme le délai a été plus court pour passer des copistes à l'imprimerie ! Et davantage encore pour voir apparaître l'imprimante personnelle, le portable et son clavier et même la dictée numérique. Aujourd'hui, quatre personnes sur cinq savent lire, écrire et compter. C'était seulement une sur deux en 1950 ! Qui sait lire et écrire abolit le temps : il peut s'approprier à tout moment le savoir

accumulé disponible, non seulement celui des contemporains mais aussi celui des personnes disparues depuis plusieurs siècles. Avec l'apparition des bibliothèques en ligne, c'est encore plus vrai !

Mais le savoir dépend alors de supports bien plus fragiles que ne l'étaient les vacillants vieux sages de la horde qui récitaient les généalogies et enseignaient la liste des plantes dangereuses. Le stockage du savoir dans le *big data* et les moteurs de recherche sont sans aucun doute des merveilles pour l'appétit de l'esprit. Mais ils instituent une nouvelle dépendance cruciale. Un amusant constat y fait réfléchir. Il part du rapport entre la durée de vie d'un support et la taille du message qu'il peut contenir. Les disquettes trois pouces contenaient déjà plusieurs millions de caractères. Mais qui possède encore l'appareil pour les lire ? Pourtant les

tablettes sumériennes en argile ont cinq mille ans. Elles contiennent à peine une centaine de caractères. Elles sont encore parfaitement lisibles.

Les bornes du temps

L'accélération du temps de l'histoire a déformé tous les temps sociaux traditionnels. Elle a aussi changé le rythme et le contenu des saisons de notre vie individuelle. Les fondamentaux millénaires des comportements humains s'évacuent sous nos yeux. Plus de 60 % des femmes ont recours à des méthodes de contraception. C'était à peine 10 % il y a soixante ans !

La racine de la répartition des rôles sociaux et le substrat des genres pendant des millénaires sont atteints. Sans même parler du droit fondamental à l'avortement,

l'aptitude physique des femmes à enfanter a déjà cessé pour beaucoup d'entre elles d'être un destin social. Un destin qui commençait depuis des générations dès la puberté. Le recul de l'âge moyen de la maternité à la trentaine dans notre pays est une forme saisissante de cette révolution des temps de la vie intime. Un autre exemple est sous nos yeux : l'allongement de la durée de vie. C'est un bouleversement dont on oublie la nouveauté foudroyante.

Pendant des millénaires, l'espérance de vie moyenne dans le monde n'a pas dépassé la trentaine d'années. Elle plafonnait encore à 46 ans au début des années 1950. Elle est à présent de 68 ans au niveau mondial. En Europe, la moyenne atteint même 76 ans.

À l'échelle mondiale, en quarante ans, les hommes ont gagné en moyenne 11,1 ans d'espérance de vie, et les femmes 12,1 ans. Bien sûr, on doit s'interroger sur la pérennité

de ce processus. Car pour la première fois de l'histoire, on constate des reculs de l'espérance de vie dans les pays les plus riches. Non en raison d'une catastrophe collective comme les grandes pestes du passé ou à cause d'hécatombes comme celles des guerres mondiales. Rien de tout cela. En cause : la multiplication des molécules chimiques dans l'air et l'alimentation, qui pèsent dorénavant sur notre santé et notre fertilité, mais aussi l'effet des politiques d'austérité et de la précarisation des classes populaires.

Le raisonnement « on doit travailler plus longtemps parce qu'on vit plus longtemps » est éclatant de bêtise. On vit plus longtemps parce qu'on travaille moins longtemps ! Sous cet angle, la question de l'âge de la retraite pose aussi la question de la maîtrise du temps à soi dans la durée d'une vie et pas

seulement dans la journée, la semaine ou l'année. La décision de François Hollande de reporter l'âge de départ à la retraite à taux plein à 66 ans signifie que nombre de salariés n'en jouiront jamais compte tenu de la mortalité actuelle selon les professions. Pire : nombre de personnes mourront plus tôt du fait du rallongement de leurs années de travail.

La société pèse de bien des façons sur la durée de vie de chacun. Mais cela n'épuise pas la question de la maîtrise des bornes de sa propre existence.

La fin de la mort ?

Chacun doit-il se contenter de « s'attendre à la mort » comme hier on « s'attendait à l'enfant » avant la contraception et le droit à l'avortement ? Peut-on vouloir en être

maître ? La question est posée d'une façon nouvelle avec l'accès en nombre au grand âge. Les dépendances qui vont avec, certaines situations extrêmes de déchéance physique ou de souffrances insupportables ont élargi le débat sur le droit de disposer de sa propre fin. De nombreux pays ont déjà jugé que chacun devait rester son maître en toutes circonstances et que le devoir de la société était de l'y aider. On ne pourra en rester là. L'allongement de la durée de vie pose le problème de la liberté de l'interrompre de son propre chef.

Dans ce domaine aussi on passera de l'inéluctable au voulu et cette émancipation fera peser sur nous le poids d'une responsabilité plus grande. Le processus d'individualisation, enfant du grand nombre urbain, ne nous rend pas moins humains. Il nous colle au contraire le nez sur notre humanité. Il n'y aura pas de pause. Voici

pourquoi. Le destin humain tel qu'il a toujours été connu n'est-il pas totalement reformulé quand commence à s'envisager la possibilité d'en finir avec la mort elle-même ?

Condorcet paraissait si étrange quand il imaginait ce jour où l'humanité éclairée par la science vaincrait la mort. Ce sera peut-être plus vite fait que nous ne pouvons l'imaginer. Ce pauvre Hollande va devoir imaginer la retraite à 100 ans. Au moins !

HOMO URBANUS

Quand une coupe du monde de football commence, on sait vite que le mot communauté humaine n'est pas seulement un fait statistique mais une réalité chaleureuse et bruyante, vécue comme telle par ceux qui en sont membres. J'évoque cette manifestation pour rappeler combien nous ne sommes pas seulement réunis mais modelés par notre liaison aux autres. De fait, l'un des premiers effets de l'expansion humaine est de créer les réseaux qui connectent ses membres. Les routes, les chemins et leurs points cruciaux de passage, comme les cols et les guets, n'ont-ils pas été les premiers

réseaux ? N'ont-ils pas été les premiers enjeux de conquête et de contrôle ?

L'âge des réseaux

Ces réseaux de routes ont toujours instauré des espaces virtuels pourtant très concrets : un royaume, une zone de défense, etc. Il en va de même aujourd'hui. Mais à présent, par ses connexions, la « toile » qui nous englobe crée un espace plus dense que jamais dans l'histoire. Ce sera pire avec les objets connectés. Déjà, biens et services de plus en plus nombreux y sont directement raccordés et leur circulation en dépend. Comment pourrait-il en être autrement ? En un souffle de temps, 3,5 milliards de personnes ont été reliées à Internet. C'est davantage que la population du globe en 1970 ! Plus du tiers de la population mondiale est aujourd'hui personnellement

interconnectée ! En effet, on compte près de deux milliards de personnes inscrites dans des réseaux sociaux. L'un d'entre eux revendique même un milliard d'utilisateurs par téléphone portable !

Cette forme d'interdépendance est aussi un talon d'Achille. La civilisation humaine actuelle ne peut survivre à une panne d'électricité générale un tant soit peu longue. Les militaires le savent bien et ils concentrent sur ce thème des efforts révélateurs. Sans oublier ce qui restera pour toujours incontrôlable. Nous avons failli connaître le cas en 2012, quand la Terre a échappé de justesse à une gigantesque tempête solaire. Cette fois-là, les effluves de plasma solaire ont généré des vents chargés de radiations d'une puissance jamais vue depuis 1859. Ils ont rasé la Terre sans la toucher. À une semaine près, ils percutaient la trajectoire de notre planète. Ouf ! Les

tempêtes solaires ont en effet la capacité de perturber tous les réseaux électriques, d'interrompre les télécommunications, les transports aériens et tout ce qui repose sur l'électricité. Internet compris. Celle-ci aurait pu paralyser tous les circuits électriques de la planète et « renvoyer la civilisation contemporaine au XVIII^e siècle », selon un communiqué de la NASA. Une vue de l'esprit !

En fait, le monde contemporain plongé dans le noir et restant sans électricité aurait immédiatement dévalé la pente au-delà de la barbarie la plus brutale. Cette menace physique imprévisible souligne la fragilité des activités essentielles dans notre temps ainsi mis en réseau.

Qui paie commande ?

Mais cette connexion généralisée est un accélérateur vertigineux de l'histoire humaine. Car c'est toujours par contagion que les innovations et les modes de vie se sont propagés. Ce qui est absolument nouveau, c'est l'état de la question. La diffusion de la technique de l'âge du fer a mis deux mille huit cents ans depuis son point de départ pour atteindre la côte landaise, où l'on a retrouvé un vase qui signale l'acquisition de cette technique dans le secteur. Elle ne mettrait pas une heure aujourd'hui ! L'apparition de l'imprimante 3D, connectée à des bibliothèques de logiciels de fabrication de tous les objets, porte l'enjeu du monde connecté à un niveau presque impensable.

Dans ce monde, la propriété intellectuelle devient l'enjeu stratégique numéro un. Logiciels, marques et appellations contrôlées sont le cœur du nouvel épisode

de l'histoire du capitalisme et de la propriété privée des moyens de production. Je n'évoque à cet instant aucun des débats de fond que chacun de ces mots soulève. J'en reste à une froide considération des rapports de force qu'ils incluent. Qui transporte les données, qui en maîtrise la diffusion et accède aux contenus, commande.

La mise en réseau a toujours été un enjeu de pouvoir. Ici c'est celui de la propriété et de la maîtrise des réseaux. Et alors de l'accès aux contenus qu'ils véhiculent. On a commencé à s'en rendre compte avec le débat sur la neutralité du Net. L'enjeu ici, c'est l'égalité dans la rapidité d'accès et de diffusion pour tous ceux qui consultent et diffusent par ce moyen. Comment peut-on accepter que ceux qui paient plus accèdent plus vite au réseau ? Comment ignorer l'impact d'une telle inégalité par l'argent sur

la nature des contenus qui seront diffusés et assimilés ? Si les réseaux sont des enjeux de pouvoir, comment admettre alors que le gouvernement Hollande ait refusé de faire prêter à l'entreprise Alcatel le milliard et demi dont elle avait besoin ? Il l'a ainsi contrainte à emprunter auprès de Goldman Sachs cette somme en déposant comme garantie les 27 000 brevets qu'elle possède dans le secteur des équipements basse tension pour la transmission ! C'est-à-dire tout le savoir-faire des Français dans ce domaine.

La cité sans fin

L'espace virtuel hyperdense de la toile se superpose à un autre tout aussi dense et tout aussi nouveau. Je dois revenir au nombre, et à son impact sur l'histoire humaine. Durant des millénaires, la vie humaine s'est

déroulée en petits groupes nomades isolés. Puis ce fut en maigres communautés paysannes sédentaires. Les siècles et les millénaires ont coulé. Au milieu du xx^e siècle, 80 % de la population du globe vivait encore aux champs. À peine 20 % en ville. Mais il aura suffi d'une très brève période pour vider les campagnes et former d'immenses espaces urbanisés continus. Depuis moins de cinquante ans, 60 % de la population mondiale vit dans un espace urbain ! C'est déjà 80 % pour le continent américain et l'Europe. Ce n'est pas tout. La ville, c'était surtout au Nord, dans les sociétés « développées ». Mais l'urbanisation actuelle galope surtout dans les pays du « Sud ».

Neuf des douze plus grandes villes du monde y sont situées. Ainsi s'abolissent sur toute la planète en même temps des différences de conditions de vie qui étaient

fondamentales. À présent, sous l'effet du nombre, la vie urbaine n'est plus une option mais un fait imposé. Son mode de vie, ses us et coutumes sont la norme pour tous. La civilisation humaine de notre temps est celle de l'âge urbain. Cela signifie avant tout des liens très forts d'interdépendance, pour chaque être humain qui s'y trouve impliqué : naître, vivre et mourir nécessite une incontournable et vaste machinerie sociale concentrée en milieu urbain. Mais la ville n'est pas seulement un étalement. C'est un espace dont le partage est un enjeu de domination entre ceux qui la peuplent.

Ce lieu exprime physiquement les tensions que contient la société. Dès lors ce monde nouveau est celui d'une multitude travaillée par des tensions que son mode de vie lui injecte dans les veines.

L'individu et le citoyen

Le fait le plus précieux qui ait résulté du nombre, c'est l'émergence de l'individu. C'est-à-dire la personne singulière qui se connaît elle-même indépendamment de la famille, du groupe, de la classe et de n'importe quel réseau auquel elle appartient parfois fort étroitement. Et qui de ce fait aspire à se gouverner par soi-même. Cela peut paraître étrange. Le lien entre l'explosion du nombre et l'affirmation de l'individu est pourtant mécanique. À mesure que le nombre s'étend et que la mécanique sociale devient complexe, chaque élément de la communauté humaine se trouve davantage interdépendant des autres en dehors du groupe humain dans lequel il évolue.

Cette interdépendance multiplie les entrées qui permettent à chacun d'accéder à ce dont il a besoin au moment où c'est le

cas. On était auparavant défini par des liens stables et limités qui nous posaient aux yeux des autres et donc aux nôtres. Liens dans la famille, dans la rue, l'immeuble, dans la hiérarchie du métier. Tous ces ancrages sont devenus changeants et trop volatils pour établir une fois pour toutes qui nous sommes tout au long d'une vie. S'y ajoute un foisonnement croissant et changeant de numéros d'ayants droit, de matricules, d'identifiants et de mots de passe dont chacun est seul à connaître le détail et les croisements. Plus augmentent les mises en réseau, plus chaque élément qui le compose se singularise. Il n'y a pas le choix. Et cela ne changera pas de sitôt, à mesure que le nombre et la ville sans fin continueront de s'étendre. Mais l'individualisation de notre temps s'opère sur un mode paradoxal.

Les injonctions publicitaires, les valeurs

dominantes de réussite individuelle au prix de l'écrasement des autres, la compétition généralisée pour l'emploi, le salaire, le logement poussent plutôt vers la « dissociation », à rebours d'une culture plurimillénaire. C'est le chacun pour soi, la guerre de tous contre chacun. Un petit nombre en triomphe. Les autres vivent dans l'abattement de l'échec. Mais la prise de conscience d'un intérêt collectif peut naître dans cette soue. C'est notre point d'appui.

L'individu qui pour maîtriser sa vie veut prendre le pouvoir sur ce qui la rend possible change d'état. D'objet il devient sujet. C'est le citoyen. Plus l'individualisation se renforce, plus la citoyenneté lui est nécessaire. Et plus il reçoit de sa condition urbaine une conscience inscrite dans les murs qui l'entourent. Tel est le point d'ancrage de la dynamique de la révolution citoyenne.

Capitalisme en ville

Les rapports de domination caractéristiques de notre époque organisent l'espace urbain. On voit la distinction entre les quartiers forteresses pour riches d'un côté, de l'autre les banlieues reléguées, les villages dortoirs et le bidonville diffus. Elle reproduit les hiérarchies sociales et les renforce. Cette discrimination est le moyen d'un mode particulier d'utilisation des masses de capitaux disponibles qui veulent se placer. Des gains prodigieux naissent de la spéculation immobilière et de la construction des infrastructures.

De plus, la domination sur l'espace urbain n'est pas seulement une prodigieuse machine à cash pour les bétonneurs, les banques et les assurances. C'est aussi à présent une occasion pour abaisser les coûts de production par la mise en concurrence des

populations qui y vendent leur travail. Bref, on peut commencer à imaginer des délocalisations dans un même pays. On comprend comment peut s'instaurer alors un régime de compétition entre les territoires. Il tourne inmanquablement à la compétition des populations qui les peuplent. Cette compétition est un moteur de la dynamique générale du capitalisme. Il a intérêt à l'encourager.

C'est ce que va permettre la loi voulue par Hollande sur l'aménagement du territoire. Sous prétexte d'économies, il diminue les moyens du contrôle des citoyens. Communes et départements, structures bicentennaires de l'administration du territoire et de l'égalité des populations, disparaissent au profit de structures lointaines et opaques, découpées sans aucune corrélation avec les structures administratives de l'État. Car c'est bien lui

l'ennemi dans ce tableau. À preuve, ces « entités » sont pourvues de pouvoirs inouïs, jusqu'au point d'autoriser des règlements locaux à se substituer à ceux qu'adopte le parlement national.

C'est là un incroyable retour à la situation qui prévalait dans l'ancien régime féodal. La lutte pour l'égalité trouve dans la vie urbaine une motivation permanente. Dès lors, on peut dire que l'*Homo urbanus* baigne dans un milieu qui lui suggère de drôles d'idées...

LE PEUPLE ET SA RÉVOLUTION

L'histoire nous l'apprend : à toute condition sociale finit par correspondre une conscience collective. Que cette conscience soit claire ou confuse n'empêche rien. Ça se fait tout seul. Pourtant, d'ordinaire la population urbaine globale dont nous parlons ne semble pas avoir de conscience commune. Elle vaque aux occupations les plus diverses, en tous sens. La ségrégation spatiale qui distribue les populations les pousse à se croiser davantage qu'à se rencontrer. Bref, on voit la multitude : une foule d'individus sans signification. Si on la regarde de plus près on la trouve bigarrée,

pleine de différences qui semblent bien la rendre inapte à être un acteur collectif de l'histoire.

Le nouvel âge des révolutions

Mais ce n'est pourtant pas ce qui se passe. La ville n'est pas le néant de la conscience collective. Cette conscience de soi n'a certainement pas le même contenu selon les quartiers. Parfois pour le pire communautarisme : celui des riches qui se barricadent chez eux et celui des populations refusant de vivre ensemble jusqu'à se livrer à des pogroms. Mais c'est parfois pour le meilleur. Est-ce si étonnant ? C'est quand même une écrasante majorité de la population urbaine qui a des raisons de revendiquer à propos des services rendus nécessaires par le mode de vie urbain.

Transports disponibles, accès aux réseaux, maillage des établissements de santé ou d'éducation publique et gratuite, par exemple, sont des soucis quotidiens et fournissent donc une expérience personnelle des conséquences de la ségrégation sociale urbaine. C'est en quelque sorte un « droit à la ville » qui est revendiqué. La prise de conscience et les actions collectives qui en résultent sont des déclencheurs de révolutions comme celles qui ont éclaté depuis le début du siècle en Amérique latine, au Maghreb ou en Turquie.

Ces mouvements travaillent en profondeur les sociétés et prennent souvent par surprise les observateurs. Ainsi quand des centaines de milliers de gens déferlent dans toutes les grandes villes du Brésil pour exiger des transports collectifs dignes en lieu et place des stades de foot de la coupe du monde. Ou

quand les habitants de la mégapole d'Istanbul se mobilisent pour la défense d'un jardin public et sont à deux doigts de renverser le régime.

Le même processus déclenche la révolution en Bolivie parce que les prix de l'eau et du gaz, services urbains par excellence, sont augmentés sans rapport avec le service rendu. Ou la révolution au Venezuela parce que le prix du ticket de bus a augmenté. J'arrête ici. Chacun connaît les événements comparables qui ont marqué ces dernières années.

Dans ces conditions, ce n'est donc pas un hasard que l'espace urbain lui-même soit devenu le lieu symbolique des grands moments de ce nouvel âge des révolutions. Ainsi de l'occupation désormais légendaire des hauts lieux des capitales, comme la place de la Puerta del Sol à Madrid, Tahrir au Caire et Bardo à Tunis. Tel est le résultat

politique essentiel du nombre. En créant des concentrations urbaines sans fin, il a rassemblé des populations immenses et il les a amalgamées par des besoins similaires qui peuvent devenir des revendications communes. Dès lors, la cité sans fin crée l'opportunité d'une conscience collective et elle esquisse son programme.

L'avènement du peuple

Quand la multitude cesse d'être l'agitation individuelle des citadins vaquant à leurs affaires personnelles, quand elle prend en charge des revendications communes, alors elle change de nature. Elle passe à un autre état sous l'effet de la température politique que l'action réchauffe.

C'est alors qu'apparaît l'acteur politique de notre temps : le peuple. C'est lui qu'il

faut regarder de près. Et pour cela il faut l'observer dans le seul état qui le rend visible : l'action. On doit donc s'intéresser à tout ce qui fait la dynamique des places publiques occupées par des assemblées générales permanentes. Le rôle des réseaux sociaux dans la diffusion des informations et des décisions prises sur le forum a été mille fois souligné. À son tour celui-ci doit être interrogé. La diversité des déclencheurs, de leurs conditions sociales et de leur localisation est alors éclatante. On voit bien la diversité et l'entrelacs des émetteurs.

Et pourtant, tout se passe comme s'il n'y avait qu'un seul acteur. Il semble n'y avoir qu'une tête quand il y en a des centaines, une volonté quand elle résulte en fait d'interconnexions foisonnantes. La façon dont disparaît cet acteur collectif lorsque la température politique baisse est tout aussi significative. On voit disparaître la foule des

intervenants, s'estomper les messages avant leur raréfaction puis leur quasi-interruption. Et rien ne ranime le processus par le moyen qui l'exprimait : une vague de tweets ou de sms ne le relance pas à elle seule. C'est donc que l'origine du phénomène que nous observons est ailleurs. Ainsi se prouve qu'il y a bien dans les faits une entité au sens physique mais aussi social. Ne perdons donc pas de vue que ce n'est pas le réseau qui crée le peuple en action mais l'inverse.

Ça n'en est que plus instructif. Le peuple existe quand il se met en réseau. Des gens de toutes les rues, de tous les quartiers se révèlent alors pleinement habités par les relations urbaines qui les unifient en dépit de leur dispersion dans l'immensité citadine. Ils sont unis par un vécu et des attentes similaires qui diluent beaucoup des différences de condition et de localisation.

Le peuple est le sujet de l'histoire contemporaine. Le peuple, c'est la multitude urbaine prenant conscience d'elle-même à travers ses revendications communes.

La peur du peuple

Une vieille histoire est de retour sous une forme imprévue. En 380 avant l'ère chrétienne, la plèbe romaine se retira sur les hauteurs de la ville, l'Aventin, refusant de travailler aussi longtemps que les patriciens n'auraient pas reconnu ses droits. Ceux-ci durent bien céder. Le peuple conquiert le droit d'élire ses tribuns et ceux-ci reçurent le droit de veto sur les lois que les patriciens votaient dans leur sénat. Quand on voit qui manie l'accusation de « populisme » comme une injure sans être capable d'en définir le contenu, on n'entend en fait que la voix des bons quartiers qui se méfient des rues

adjacentes mal famées. La haine du populisme n'est rien d'autre qu'un avatar de la peur du peuple.

Le peuple du présent est infiniment plus nombreux et socialement homogène que celui de l'Aventin. Il est censé exercer le pouvoir dans ses assemblées parlementaires. Mais l'oligarchie financière qui dirige notre temps s'est arrogée le droit de veto sur ses décisions. Voilà pourquoi le système n'a pas peur de la gauche, qu'il parvient à digérer tôt ou tard comme l'attestent ses passages au pouvoir national ou local. Mais il a une peur lucide du peuple. Car celui-ci lui dispute le pouvoir directement et physiquement avec un programme spontané qui est la négation de l'ordre établi, celui que projette sur le sol la vie en ville.

Le nouveau peuple

Tout cela bouscule bien des certitudes doctrinales. Ici, c'est le peuple qui prend la place qu'occupait hier la « classe ouvrière révolutionnaire » dans le projet de la gauche. Cela en choquera sans doute quelques-uns. Je leur demande cependant de lire jusqu'au bout mon explication.

J'ai dit comment l'accumulation du nombre dans l'espace urbain se faisait selon une répartition où l'intérêt du capital financier fait le tri. J'ai dit comment la conscience naissant de cette situation peut prendre un contenu collectiviste spontané. Et j'ai rappelé que l'histoire récente a montré comment les révolutions de notre temps naissent sous forme de mouvements urbains. Ce n'est donc pas dans l'entreprise ni autour des revendications corporatives des salariés qu'éclatent les processus populaires révolutionnaires de notre époque. Ne pas en prendre toute la mesure peut conduire à de

grossiers contresens. « Comment pouvez-vous dire que ces manifestations pour les transports et contre les stades de foot sont de gauche alors qu'il ne se passe rien dans les entreprises ? » demande un journaliste à un responsable du Mouvement des sans-terre au Brésil. « Mais si, lui répond ce dernier, il y a aussi des pétitions dans les usines ! »

Dans ce dialogue, pour l'un comme pour l'autre le lieu de travail est le lieu de l'identité politique d'un mouvement social. N'aurait-il pas fallu plutôt montrer que les salariés des entreprises se trouvaient en masse dans la rue ? Mais ils s'y trouvaient au milieu des chômeurs, des précaires, des intermittents, des retraités, des femmes au foyer, des jeunes lycéens et étudiants, des sans-papiers, des sans-abri, mais aussi des professeurs et des ingénieurs, des avocats et des médecins. Ensemble ils forment le

« peuple ».

Le front du peuple

Ce peuple partage la condition sociale urbaine en plus de sa dépendance plus ou moins directe, plus ou moins évidente, aux rapports de production capitalistes. Le peuple, que la destruction des statuts sociaux et la pulvérisation dans le précarariat ont déversé sur un champ d'action nouveau où il retrouve une possibilité d'action collective ! C'est cette réalité sociale qui est à la base de la stratégie de rassemblement que j'appelle le « Front du peuple ». L'expression veut rendre compte de la diversité des composantes du peuple réel et de la nécessité de son unité d'action. Au demeurant, dans la ville le peuple se confronte au maître réel : l'oligarchie. Car la poignée des profiteurs de la ségrégation

urbaine est bien pleinement partie prenante de la sphère financière la plus concentrée dans les banques et les compagnies d'assurances.

Ceux-là contrôlent le marché de l'immobilier et des infrastructures urbaines avec l'aide de leurs agents d'ambiance politiciens et médiocrates. L'oligarchie et la caste dorée qui la sert travaillent à la privatisation des services publics vitaux, licencient, expulsent, privent de services et ainsi de suite. En se formant, le « Front du peuple » leur fait rencontrer pour la première fois une ligne de résistance qui couvre tout le champ de la bataille. Notre époque est celle de la lutte du peuple contre l'oligarchie.

Le salariat et le peuple

Elles sont bien ancrées, les raisons pour lesquelles l'entreprise n'est plus le lieu central où s'exprime une conscience politique globale. Sous statut précaire, dans des entreprises de plus petite taille, avec une syndicalisation continuellement frappée ou criminalisée, menacé en permanence de licenciements collectifs, j'en passe et des plus lourdes, le salariat vit sous la pression du chômage de masse, de la délocalisation et de l'obsolescence des productions. Face à un fonds d'investissement ou à une multinationale, la lutte peine à construire un rapport de force.

Cela ne signifie pas que le salariat ait déserté la scène ni que son rôle ait cessé. Il s'est redéployé en même temps que tout le reste de la société. Il n'a diminué son rôle en entreprise qu'en l'augmentant au sein du peuple. Les îlots prolétariens du passé, immergés autrefois dans l'océan des paysans

et des boutiquiers et artisans citadins, les citadelles ouvrières du temps des grandes concentrations se sont agrégés aux masses urbaines sans fin.

Bien sûr, avec la défense de leurs intérêts sur le lieu de travail, les salariés apprennent toujours à identifier les mécanismes de prédation auxquels ils sont confrontés. De même que leur qualification professionnelle leur apprend à reconnaître les fautes de gestion et les erreurs de stratégie qui mettent en danger l'entreprise ou bien dévaluent le service ou le produit. Quand ils forment des coopératives pour résister à des liquidations d'entreprise, ils ouvrent toujours une alternative exemplaire à la propriété capitaliste.

Mais pour autant ce n'est pas à partir de là que s'exprime dorénavant leur conscience politique la plus large. Celle-ci se construit dans la référence au collectif populaire

étendu que chacun côtoie dans la vie urbaine, qu'il en partage les transports apoplexiques, les logements relégués ou les services sociaux insuffisants.

La conscience politique des salariés s'exprime alors dans au moins deux moments clairement distincts de tous les autres. D'abord, évidemment, quand ils se vivent comme des membres de la cité et que leurs aspirations s'étendent à toutes les questions que soulève l'espace urbain. Dans ces luttes-là, c'est d'ailleurs souvent la leçon apprise au syndicat qui sert de référence. Même dans les situations extrêmes. En Tunisie ce sont les syndicalistes de l'UGTT qui ont aidé à la formation des comités de quartier dans les zones où la révolution n'avait pas encore trouvé ses points d'appui.

L'autre moment est celui où la lutte dans l'entreprise est vécue et mise en scène

comme une lutte d'intérêt général pour toute la société. C'est le cas de plus en plus souvent quand éclatent des luttes dans les services publics comme le rail, les réseaux et la production d'électricité, les services de santé, pour ne prendre que ces exemples. Aucune revendication salariale n'y est même parfois présentée. Ce qui est mis en avant dans cette circonstance, c'est l'intérêt général pour toute la population dans la bataille menée.

Dans ces cas-là, on voit bien comment l'action met en jeu une conscience sociale élargie. Cette conscience-là, c'est celle que je crois caractéristique du « peuple », l'enfant du grand nombre et de l'urbanisation.

Le peuple et sa souveraineté

Pour autant je ne veux pas en rester à des descriptions « vues de l'extérieur » pour montrer le peuple comme acteur de l'histoire. Ni même prendre le risque de faire croire qu'il se confond avec l'occupation des lieux d'où part son action. Ce n'est pas la place qui fait le peuple, même s'il est décisif qu'il l'occupe. La mutation de la multitude se faisant peuple s'opère à partir de ressorts concrets qui travaillent la pâte humaine de l'intérieur. Ce sont les actes politiques qu'il pose qui font du peuple un sujet politique.

La multitude devenant peuple par son action collective obéit à une logique de situation. Au fond il s'agit de mettre l'espace au service de la population qui l'occupe. Autrement dit : se soumettre les services qui rendent possible la vie urbaine. On pourrait dire que le peuple se les approprie. Il le fait aussi bien par les lieux qu'il choisit que par

les revendications qu'il met en avant. Ce processus porte un nom simple : la souveraineté. La multitude devient le peuple quand elle fait acte de souveraineté. C'est une tendance profonde du comportement humain qui s'accomplit à cette occasion. L'ethnologue Maurice Godelier nous l'a enseigné : les communautés humaines ne sont pas d'abord dessinées par les liens familiaux. Cela peut paraître étrange, curieux et aller contre l'évidence. N'empêche.

Non, elles le sont par les liens culturels qu'elles entretiennent en leur sein et entre elles, et ces liens culturels sont destinés à poser des actes de souveraineté sur des territoires qu'elles occupent. Quelle que soit la taille de ces territoires, quelle que soit la taille de la communauté humaine, celle-ci se définit d'abord comme sa capacité à exercer une souveraineté sur les individus qui la composent et sur le lieu où elle vit.

Je suis frappé d'observer que, dans tous les cas de révolution citoyenne observés, un véritable organe d'action se constitue. L'assemblée citoyenne se substitue aux autorités défaillantes et instaure de fait la loi des citoyens en nombre. Le plus significatif est que cet organe se met souvent en place, comme en Égypte, en Tunisie ou en Équateur, pour assurer la sécurité d'un quartier pendant les événements. La souveraineté n'est donc pas un accessoire de la puissance, un ornement de l'identité d'un groupe humain, elle en est le point de départ. La souveraineté est le moteur politique d'une société autant que son liant. Jaurès ne s'y trompait pas : « La démocratie politique s'exprime en une idée centrale ou mieux encore en une idée unique : la souveraineté politique du peuple. »

Peuple constituant ou rien

Ma thèse : la multitude informelle devient le peuple en cherchant à assurer sa souveraineté sur l'espace qu'il occupe. Ce raisonnement conduit à donner une place essentielle aux processus constitutants dans les révolutions de notre temps. Car en définissant la Constitution, le peuple s'identifie à ses propres yeux. Il se constitue lui-même en quelque sorte. Par exemple en disant quels droits sont les siens, en organisant sa façon de prendre les décisions, en définissant l'ensemble des pouvoirs qui agissent pour faire fonctionner tout cela.

Le processus constituant est l'acte fondateur de la conquête de la souveraineté par le peuple. Ce n'est pas un à-côté de la stratégie révolutionnaire de notre temps, c'est son vecteur politique. Dans cette approche, se battre pour la convocation

d'une assemblée constituante, c'est se battre d'abord pour l'existence même du peuple comme acteur de l'histoire. Le peuple est constituant ou il n'est rien, comme Marx disait du prolétariat qu'il était révolutionnaire ou bien qu'il ne serait rien. Ce seul fait vient à rebours d'une tendance lourde. Aujourd'hui tout est fait pour que les gens ne s'occupent pas de leurs affaires. C'est logique. Le règne de la finance n'accepte aucune régulation extérieure à lui. Le pouvoir politique produit des lois et règlements. Il est la source de toutes les régulations. L'oligarchie ne peut le supporter. Partout elle agit pour « dissoudre » le peuple politique.

La nouvelle organisation de l'Union européenne depuis le traité Merkel-Sarkozy adopté par Hollande en est un sommet. À cette volonté d'expulser correspond un retrait politique de ceux qui se sentent de

trop. L'abstention prend alors l'apparence d'une autodissolution du peuple. Elle réjouit profondément les dominants. Des médiocrates compréhensifs n'hésitent pas alors à flatter ce qu'ils appellent la « fatigue démocratique ». Ils dénoncent le trop grand nombre d'élections. Ils en dépolitisent les enjeux en personnalisant à outrance toutes les confrontations. Ils éliminent de la scène médiatique ceux qui perturbent leurs tableaux simplistes. Bref, ils tiennent leur rôle de chiens de garde.

Tout cela souligne l'importance d'une reconstitution solennelle du peuple politique. Je parle donc bien de convoquer une assemblée constituante. Sans sa convocation, sans les élections qui la forment, sans les auditions de toutes sortes qu'elle doit organiser, la Constitution n'est qu'un coup de force supplémentaire. On en a assez vu !

Car depuis la promulgation de la Constitution de 1958 en France, le texte a été changé vingt-deux fois sans consultation populaire. Et bien sûr sans aucune participation des citoyens. Ici il ne s'agit pas de changer la règle du jeu mais de prendre le pouvoir. La constituante pour la 6^e République dont je parle n'est pas un arrangement technique pour peaufiner les rouages. C'est une révolution de l'ordre politique pour instaurer le pouvoir du peuple.

ROMPRE L'ENVOÛTEMENT

De bien des façons notre servitude est volontaire. Parfois même enthousiaste. Car le productivisme n'est pas seulement un modèle économique. C'est un modèle culturel. Des grands rouages macro-économiques aux petites connexions intimes au cœur de l'individu, l'ordre du monde actuel forme un tout aux mailles très serrées.

L'ordre globalitaire

Je nomme cela l'ordre globalitaire. Mot composé avec global et totalitaire. Global

comme l'ordre du monde et sa toile de bits. Totalitaire : le système formate l'intimité de chacun, et tout le monde est surveillé. Sa contrainte s'exerce sans se montrer. La force du productivisme est d'être enraciné jusque dans les désirs de ceux qui en combattent les conséquences. Les pauvres aspirent aux consommations des riches et la protestation contre l'inégalité ne discute pas souvent le contenu des modes de vie. Faisons-nous des révolutions pour que chacun puisse s'acheter un 4×4 ?

La force du productivisme est comparable à celle du patriarcat. Il s'agit d'une structure implicite. Elle semble aller de soi et même correspondre à une nécessité « naturelle ». De fait, chaque être incorpore la logique du système productiviste par ses consommations. Bien plus : en consommant, chacun donne son consentement spontané et souvent réjouit aux normes de comportement

que les objets contiennent. La prolifération des objets jetables me semble un exemple très parlant de cette idée un peu abstraite. Ainsi l'existence recevrait un sens par la consommation. On n'achète plus un yaourt mais la minceur qu'il affirme contenir. Ni seulement une automobile mais aussi son signal social, pour ne rien dire de son appel sexuel. Le caractère halluciné de ce modèle de société saute pourtant aux yeux. On jette presque autant qu'on produit, qu'il s'agisse de produits agricoles ou d'emballages inutiles.

Dressage social

Mais les objets proposés à nos désirs ne se contentent pas d' enrôler dans un modèle culturel. Ils transmettent aussi un modèle social. « Moins cher » est un argument de vente et une motivation d'achat. À quelles

conditions les choses peuvent-elles être « moins chères » ? Ce n'est pas dit. Mais c'est pourtant décisif. Le mythe libéral voudrait que la concurrence seule suffise à faire baisser les prix. Foutaise. Si le monopole peut coûter cher parce qu'il s'engourdit grâce à la rente de situation acquise, la concurrence, qui oblige à doubler les équipements et à pourchasser le consommateur au prix d'emballages et de publicités aguichants, coûte encore plus cher. En vérité, sauf saut technologique particulier, le moins cher s'opère au prix du sang et des larmes : délocalisation, baisse des salaires, abandon des normes sanitaires et environnementales, privatisation des services publics avec leurs dégâts collatéraux, qui ravagent des régions entières et saccagent des millions de vies précarisées.

Tendus vers les objets qui sont censés

réaliser notre être, nous sommes mûrs pour n'avoir d'enthousiasme que pour nous-mêmes. La liberté de choix entre les variétés d'un même produit devient la matrice de toutes les libertés. Elle se présente d'abord comme un refus de tout ce qui pourrait limiter nos choix, même s'ils sont absurdes. L'individualisme égotique des consommateurs fonctionne comme un envoûtement dans la sphère de la vie en société. L'intérêt général n'y a pas de place. Il est rendu invisible.

L'économiste Jacques Généreux a montré avec le concept de « dissociété » la régression que c'est là, après des millénaires de progrès du lien social. C'est pourquoi la première ligne de combat contre l'ordre établi est celle d'une bataille culturelle. Ses points d'ancrage sont dans la critique du mode de vie quotidien pour en dévoiler les ressorts, et dans la dérision

pour écrouler la capacité de fascination des objets et des comportements qui construisent l'ordre globalitaire.

Rompre l'envoûtement

Le désordre qui s'avance sur la civilisation humaine n'est pas le résultat d'un malentendu. Il surgit mécaniquement avec la conjonction de trois ingrédients qui entretiennent sa dynamique. Un système financier de type nouveau poussé à insérer progressivement toutes activités sous sa coupe, sous le fouet d'une exigence de rentabilité intenable. Un système productif qui ne tient aucun compte des conséquences de son fonctionnement et se donne les moyens de se soustraire à tout contrôle. Enfin une humanité incapable de s'arracher à l'envoûtement des injonctions publicitaires et du harcèlement idéologique, qui lui fait

aimer la main qui la frappe et adhérer avec enthousiasme à un mode de vie absurde fait de besoins insatiables. Ce diagnostic concentre sa critique sur le productivisme, qui est pour finir le danger essentiel qui ronge la civilisation humaine actuelle. Pourtant la sphère politique est loin, très loin d'en avoir fait le bilan. Mais le pourrait-elle sans rompre avec l'ordre établi, ses hiérarchies sociales et ses privilèges ? Non, bien sûr. Faisons un examen sérieux du rapport mortel qu'entretiennent avec le productivisme les doctrines dont se réclament les partis qui gouvernent le monde à cette heure.

Deux programmes sont proposés dans le monde entier. Le programme libéral, celui des sociaux-démocrates. Les deux ignorent la centralité de la menace sur l'écosystème. Ils ne peuvent qu'aggraver les mécanismes mortels qui la dominent aujourd'hui. Pour

cela il suffit de venir au cœur de leur doctrine.

Programmes obsolètes

Pour les libéraux, la production et l'échange sont bons en soi à condition que le marché prévale dans tous les domaines. Dès lors, toute chose peut et doit acquérir le statut de marchandise pour que s'applique à elle l'action bienfaisante de la main invisible du marché réalisant son action grâce à un régime de concurrence libre et non faussée. La richesse étant confondue avec la masse des objets disponibles, cette doctrine implique que tout et n'importe quoi puisse être produit du moment que cela trouve acquéreur, quitte à fabriquer aussi les besoins de l'acquéreur par la publicité. Le résultat concret de cette doctrine est sous nos yeux : elle déchaîne le productivisme, qui

épaise la biosphère et défigure la planète.

La social-démocratie de son côté prétendait corriger les inégalités qui déchirent la société en « partageant les fruits de la croissance ». Double impasse. L'une est politique. En ne répartissant que le surplus à venir, elle ne touche pas au rapport de force dont disposent ceux qui ont déjà beaucoup accumulé. La seconde est bien plus définitive. Ce programme suppose une croissance sans limite dans un monde qui a pourtant déjà rencontré les siennes et qui est en grande dette écologique. La social-démocratie ne respecte pas son propre programme ? Elle est au contraire acharnée à appliquer celui qu'elle prétendait combattre ? Cela ne change rien. Quand bien même y reviendrait-elle qu'elle serait obsolète et dangereuse.

Ces deux programmes ont une autre caractéristique commune. Ils fonctionnent

comme des pianos mécaniques. Ils déroulent une partition écrite à l'avance. Ils supposent que demain est une simple continuation d'aujourd'hui. Ils font de leur insouciance une vertu : ne prévoyons rien pour que le marché soit libre de faire émerger tout seul la réponse aux problèmes. Les deux acceptent que des élections aient lieu mais n'acceptent pas que la règle du jeu et les objectifs soient discutés. Pour eux l'histoire réalise un plan indiscutable et la politique qu'ils appliquent est « la seule politique possible ». Car la seule loi de la nature qu'ils connaissent n'en est pourtant pas une. C'est « la loi du marché » qu'ils devraient plus justement baptiser loi de la marchandise.

La révolution citoyenne

À l'inverse, sous le fouet de la nécessité,

des masses immenses sont en mouvement dans le monde. Un mouvement parfois paradoxal qui les conduit à chercher des solutions dans les formules barbares totalement régressives du chacun pour soi, de la xénophobie, du fondamentalisme religieux et du racisme. Dans ce cas, les enjeux climatiques et sociaux sont aussi méprisés qu'avec les partis politiques traditionnels. Mais d'autres fois, à l'inverse, c'est le chemin d'une révolution de type nouveau qui sera choisi. C'est la révolution citoyenne qui se mettra en mouvement. Chaque mot compte dans cette désignation. La révolution citoyenne, ce n'est pas l'ancienne révolution socialiste. Certes, elle inclut les tâches que celle-ci voulait prendre en charge : la lutte pour l'égalité du bien-être, la propriété collective des biens communs, l'éducation de tous et ainsi de suite. Mais la révolution citoyenne vise des

objectifs plus amples. Ceux de l'intérêt général humain. Son programme part de l'évaluation des rapports avec l'écosystème et des tâches qui en découlent. Elle est dite citoyenne parce qu'elle désigne l'acteur qui l'accomplit et qui doit en rester le maître : le citoyen. Voyons cela.

C'est une révolution parce que les changements qu'il s'agit d'opérer modifient totalement ce qu'ils touchent. Trois piliers de l'ordre de la société sont visés.

D'abord la propriété ! Un point très sensible... Pour les uns il s'agit d'un droit fondamental de l'être humain. Pour nous il s'agit seulement d'une forme du droit d'usage. Notamment celui des biens communs. L'eau, l'air, la terre, le savoir et ainsi de suite peuvent-ils être accaparés par les uns et refusés aux autres s'ils ne paient un tribut ? Quelle est la légitimité de ce

tribut ? Et s'il n'y a pas moyen de prendre toujours davantage et s'il faut partager ce qui est disponible, qui fait le partage et qui fixe la part de chacun ?

Ensuite, cette révolution renverse l'ordre juridique, celui de la hiérarchie des normes. Au sommet de celle-ci trône aujourd'hui la concurrence libre et non faussée, qui surplombe du coup tous les compartiments. À sa place doivent se retrouver au sommet la solidarité, la coopération et la règle verte, de façon à leur faire jouer le même rôle de pilotage de toutes les décisions.

Troisième domaine, c'est celui de l'ordre institutionnel. Ici se joue l'organisation des pouvoirs et des autorités dont le fonctionnement organise la cité. Par exemple, la 6^e République devra décider si elle est parlementaire ou présidentielle. Mais à côté de ces choix traditionnels en politique, il faudra aussi avancer dans les

nouvelles directions que l'expérience a permis de dégager. Ainsi a-t-on vu le Venezuela instaurer un « pouvoir électoral » qui prend en charge tous les aspects de l'organisation des élections et en garantit la sincérité. En Équateur et en Bolivie, la Constitution reconnaît la nature comme sujet de droit. L'Argentine garantit la liberté de choix du genre pour chaque personne.

Droit d'initiative populaire

De nombreuses pistes ont été ouvertes qui méritent d'être examinées sans l'arrogance habituelle des Européens pour tout ce qui ne vient pas d'eux. Exemple : comment concilier la stabilité des institutions avec la protection des droits d'initiative populaire ? Notamment le droit d'insurrection contre les autorités en place. Solution ? C'est le « référendum révocatoire » prévu par la

constitution du Venezuela et de plusieurs États fédérés des USA. Un pourcentage d'électeurs peut à tout moment faire demander au peuple si le mandat d'un élu est confirmé ou stoppé.

Quel changement ce serait dans notre pays ! Nous pourrions mettre fin plus tôt que prévu, calmement et démocratiquement, au mandat d'un maire, d'un conseiller général ou d'un député. Et même d'un président de la République ! François Hollande lui-même envisageait l'idée ! Dans son livre *Devoirs de vérité*, écrit avec Edwy Plenel en 2006, il se disait partisan d'« un exercice de vérification démocratique au milieu de la législature ». Il précisait que « si d'aventure, à l'occasion de cette vérification, une crise profonde se produisait, ou des élections législatives intervenaient, contredisant l'élection présidentielle, nous en tirerions toutes les conséquences en quittant la

présidence ».

Comment procéder à cette « vérification démocratique » ? François Hollande proposait de « revenir devant la majorité, peut-être même devant le corps électoral afin de retrouver un rapport de confiance ». Il envisageait toutes les options pour vérifier la légitimité du président élu : « Au Parlement, ensuite avec les partenaires sociaux et éventuellement devant les citoyens ». En novembre, nous serons à la moitié de son mandat. Il pourrait enfin tenir une promesse, et demander aux Français s'ils veulent le garder à l'Élysée ! Ce serait commencer la 6^e République en France par une insurrection légale. Un vrai début !

L'ÉCOSOCIALISME

Ce qui vient d'être présenté dans ce livre forme un tout. J'en résume le tableau. Trois grandes bifurcations du monde s'opèrent sous nos yeux. Celle d'une civilisation humaine confrontée à l'explosion du nombre de ses membres. Un changement climatique irréversible. Un retournement de l'ordre géopolitique. Ce nouvel épisode de l'histoire de la civilisation humaine fonctionne comme un défi. L'ordre établi poursuivra-t-il sa marche jusqu'au désastre qu'il prépare activement ? Ou bien pourrions-nous en changer à temps la trajectoire ?

J'ai présenté les points d'appui dont nous disposons pour cela. Le monde actuel a produit les conditions de son dépassement en même temps que les éléments de sa ruine. Un acteur nouveau se présente, le peuple, fort d'une conscience humaine nouvelle qui a déjà fait la preuve de sa puissance en menant des révolutions citoyennes victorieuses à partir des grandes places publiques des capitales du monde. À ce moment doit correspondre un nouveau programme. Le mot ne désigne pas ici l'habituel document qui résume ce qu'un candidat se propose de faire s'il est élu. Il s'agit de la description des principes qui vont commander l'action et de l'objectif poursuivi dans l'histoire.

Quel peut être ce programme ? Une réponse existe. En décembre 2012 se sont tenues à Paris les premières assises de l'écosocialisme. Elles réunissaient un très large panel d'intervenants et de penseurs sur

ce thème. Un document de synthèse en est issu. Nous l'avons intitulé « Manifeste de l'écosocialisme ». Il a été traduit en douze langues et présenté en conférence dans une dizaine de capitales européennes et maghrébines. Il a donné lieu à l'installation d'un réseau européen d'organisations qui se sont retrouvées à trois reprises à Paris, Bruxelles et Londres pour s'accorder sur des actions communes. Ce travail est sans équivalent dans le monde. Il ne fait que commencer.

Parvenu à la conclusion de ce livre, j'en reviens à ce texte dont j'ai été l'un des auteurs. Je n'en retiendrai ici que les quatre premières thèses sur un ensemble de dix-huit que contient ce document. Elles énoncent les principes qui organisent ce programme et sa vision du monde à construire.

1. Le paradigme de l'intérêt général.

Dans la réalité, avant toute idée humaine sur le sujet, l'être humain est partie intégrante de l'écosystème dans lequel il vit. Ils ne peuvent être dissociés. Or il n'y a qu'un seul écosystème global compatible avec la vie humaine. Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à lui. Ce fait s'impose à tous en dépit de nos différences de tous ordres. Il y a donc un intérêt général humain qui est lié à celui des autres espèces vivantes : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. Comment l'identifier sinon par la libre délibération collective ? Comment celle-ci pourrait-elle être libre si les uns dominant les autres, si des vérités révélées s'imposent au préalable ? La réponse appelle donc la démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme.

Ce sont des conditions indispensables pour que le débat citoyen puisse avoir lieu

sans intrusion de force oligarchique, dogmatique ou patriarcale. Enfin, dans la délibération pour déterminer l'intérêt général humain, chacun d'entre nous est appelé à dire non pas ce qui est bon pour lui mais ce qui est bon pour tous. Cela institue l'universalité des droits humains, la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et le projet de République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste concrets.

2. Une alternative concrète et radicale.

L'écosocialisme n'est pas une utopie à laquelle le réel devrait se conformer. C'est la réponse humaine raisonnée à l'impasse dans laquelle est enfermée dorénavant

l'humanité en raison des modes de production et de consommation de notre temps qui épuisent l'être humain et l'environnement. Elle appelle une pensée et une action politique radicales, au sens où elles doivent aller à la racine des causes. Nous combattons donc les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme. Le capitalisme impose la marchandisation pour faire de toute chose une nouvelle source de profit. Il est ainsi responsable du creusement des inégalités sociales et de la mondialisation à l'œuvre, libérale et liberticide, où règne le dumping social et environnemental avec la délocalisation des pollutions et des altérations de l'écosystème. Le productivisme épuise les ressources naturelles et perturbe le climat. L'idéologie consumériste est son corollaire. Elle élève l'accumulation matérielle au rang de loi à

grands coups de publicité pour générer des besoins jamais rassasiés. Nous désignons les vrais coupables de ce système : l'oligarchie financière mondialisée, les gouvernements soumis aux lobbies des multinationales sans contrôle démocratique, les idéologues de la concurrence « libre et non faussée », du capitalisme vert et du libre-échange. Face à eux, l'écosocialisme est une alternative pour sortir de la crise et imposer l'intérêt général humain : partager les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité.

3. Une nouvelle synthèse politique à gauche.

L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une

écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau concept politique. Nous avons besoin de ce projet de société alternatif au capitalisme. Il trace une ligne d'horizon dans la lutte pour une société d'émancipation et de progrès où le saccage de l'environnement et l'exploitation de l'homme par l'homme auront disparu. Notre projet écosocialiste prend en compte à la fois les besoins humains et les limites de la planète. Il repense l'utilité sociale de la production, nos manières de consommer, nos besoins réels, la finalité de nos produits et la manière de les créer.

4. Le dépassement du socialisme.

Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine.

Elle passe par le partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et de chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre. Mais nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste. Doivent être repensés non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation ainsi que leur quantité. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est véritablement le progrès humain dans la perspective de la préservation de l'écosystème. Dans ces conditions, nous

proposons un nouvel énoncé de la stratégie émancipatrice pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écosocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.

Je ne dis pas que ces lignes sont un modèle de littérature. Mais elles ont l'avantage de dire beaucoup de choses en peu de mots. Le bouleversement qu'elles proposent sera plus rude qu'il n'y paraît. Mais on doit se demander s'il n'est pas déjà trop tard. Le nombre s'emballe et son espace naturel se souille à mesure, le changement climatique est commencé, la dette écologique franchit le seuil de l'irréversible, l'ordre politique du monde bascule sous nos yeux, la guerre généralisée se profile. L'état de mon pays dans ce contexte suscite en moi

tout le pessimisme de la raison. Mais aussi tout l'optimisme de l'action.

Certes en France le volcan a explosé du mauvais côté de la montagne en donnant de la puissance à l'extrême droite lors des dernières élections européennes.

Mais ma belle patrie porte en elle la lumière que contient son histoire. Je fais donc miens les mots de Jean Jaurès : « Nous savons par une expérience qui s'appelle la Révolution française qu'il ne faut jamais désespérer et qu'un jour ou l'autre, dans notre pays de France, la grandeur des événements répond à la grandeur de la pensée ! »

Le 19 août 2014
au moulin de Laguépie.